

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 159
JEUDI 28 SEPTEMBRE 72

POMPIDOU SE MOQUE DES TRAVAILLEURS

La propagande officielle avait laissé attendre beaucoup de la conférence de presse du chef de l'Etat capitaliste. Face au climat actuel « malsain » pour le pouvoir, cette intervention devait calmer les esprits. Une fois de plus la montagne a accouché d'une souris et le banquier Pompidou d'un lamentable plaidoyer pour son régime.

Malgré ses simagrées tantôt « bonhomme », tantôt « en colère », le chef des monopoles capitalistes a été impuissant à justifier cette longue suite de scandales qui ont révélé un peu plus aux travailleurs de France les écœurants relents du système capitaliste arrivé dans sa phase de pourrissement. Pompidou, lui aussi, s'est indigné. Et il n'a pas craint de le dire. Il s'est indigné que l'on en parle ! Ce qui dégoûte M. Pompidou, ce n'est pas la vénalité, la corruption, les combines, la recherche du profit maximum, non, ce qui le met en colère c'est que des bouches d'égout soient soulevées. Certains, a-t-il dit, se réjouissent que des boules puantes éclatent. C'est vrai. Nous, marxistes-léninistes, nous n'apprécions nullement l'odeur du système, au contraire. Cependant nous nous réjouissons de ce que les larges masses de notre peuple puissent ajouter à leur expérience quotidienne du capitalisme exploiteur, cet autre aspect de son caractère parasitaire.

Mais aussi, nous refusons de ramener la question des scandales à sa limite « naturelle », le parlement, comme Pompidou et ses complices bourgeois le souhaiteraient. Ce n'est pas pour rien que le Président de la V^e République bourgeoise a « oublié » Tomasini, le secrétaire général de l'U.D.R. qui monnayait cher les fichiers de l'O.R.T.F., ou ces policiers qui travaillent main dans la main avec les truands, ou encore les bonnes affaires d'autres qui ne sont pas députés. Pompidou, bien qu'embarrassé, tente, comme les fractions de la bourgeoisie monopoliste qui ont « lancé » les scandales et les autres courants bourgeois, d'utiliser les révélations à des fins électorales, et de redorer, à quelques mois des élections, le blason du parlement bourgeois.

Ce que Pompidou n'a pas dit, c'est que la peur est de plus en plus grande dans la bourgeoisie, surtout depuis le dernier référendum-déroute.

Chacun craint que les travailleurs « ne marchent plus », qu'ils refusent de plus en plus massivement d'aller mettre leur bulletin dans l'urne et qu'ils envisagent une autre solution pour mettre fin à leurs maux, une solution efficace : la révolution prolétarienne.

Ces maux qui s'appellent exploitation forcenée, vie chère, chômage, oppression, fascisation, c'est la classe du banquier Pompidou, la bourgeoisie, qui en est la cause et le bénéficiaire. C'est pourquoi Pompidou ferait mieux de ne pas en parler avec cynisme et mépris. Il y a plus malheureux que les salariés, dit-il. Si quelques prolétaires l'avaient sous la main, voici ce qu'ils commenceraient par lui dire : « Mais tu as la mémoire bien courte, ainsi tu as oublié que les vieux et les retraités dont tu parles avec une honteuse hypocrisie, c'est toi qui as contribué à les jeter dans une misère noire : n'étais-tu pas premier ministre il y a dix ans lorsqu'ils étaient travailleurs et qu'ils vous engraisaient encore, toi et ta classe de parasites ! » La classe ouvrière et la paysannerie laborieuse produisent d'immenses richesses qui peuvent donner une vie décente et heureuse, tant aux travailleurs actifs qu'aux retraités, mais pour cela il faut que notre peuple se débarrasse d'abord des capitalistes qui vivent somptueusement de son travail.

Que l'O.R.T.F. parle ou non de leurs luttes, c'est sur cette voie que s'engagent les travailleurs conscients. L'organe de propagande du pouvoir pourra bien faire, comme le souhaite Pompidou, le silence sur ces combats, il sera impuissant à empêcher le développement impétueux de la lutte du prolétariat et des masses laborieuses pour leurs revendications immédiates et pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce courant puissant est inéluctable, ce n'est pas l'information qui l'invente, c'est M. Pompidou et sa classe qui par leur exploitation et leur oppression éhontée le suscitent.

La révolution prolétarienne est inévitable tant que dure le système capitaliste. Contre cette loi, ni le mépris, ni le cynisme, ni la colère, ni la violence des capitalistes, ne pourra jamais rien.

LA CHINE POPULAIRE A 23 ANS !



**LE PREMIER
OCTOBRE LA
REPUBLIQUE
POPULAIRE
DE CHINE
AURA 23 ANS**

**Nous célébrerons ce
grand anniversaire
dans notre prochain
numéro.**

**Menace
d'épidémie**

**Scandale
à
Marseille**

(Page 8)

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

SOUSCRIPTION
PERMANENTE

	en francs
C.D.H.R. Cdt Bourgat (versement août)	70
G.G. - Soutien à notre presse	122
Soutien permanent, R.R. Sur le marché	400
Un employé des Wagons-lits	1
Une employée de mutuelle	0,50
Une anclenne du P.-C.	10
Un ouvrier M.-L. stalinien	10
Anonyme en timbres - Soutien à la presse M.-L.	5
Un abonné enseignant - Soutien à H.R.	10
Un postier - Soutien à H.R.	2
C.D.H.R. Denis Gemnitz	20
Un mineur retraité, compagnon de F. Marty, fidèle à ses enseignements	10
En règlement à commande brochure pour soutien à H.R.	1,50
Roger (juillet, août, sept.)	180
Ventes publiques C.D. Kirov	7,50
Des étudiants	4
Une boulangère	5
Un ambulancier des P.T.T.	2
R.L. - Août-Septembre	50
Soutien H.R. en timbres	10
En règlement à brochures D.G.R.	2,80
C.D.H.R. J. Staline	58,20
Anonyme - Soutien à H.R.	3,10
Soutien à H.R. - N.V.T.	110
Anonyme	40
C.D.H.R. Charles Michel	10
J.P.I. - Soutien Permanent	3,50
Anonyme - Soutien à H.R.	50
Un travailleur des T.P.	0,50
Un travailleur algérien	0,50
Une femme travailleuse	0,50
Des communistes M.-L. staliniens	150
Un jeune sympathisant	60
S.P. - Soutien à H.R.	10
M.S., en supplément à brochures pour soutien à notre presse	1,40
Vive le 6 ^e congrès du P.T.A.	13,90
Un appelé - Soutien à H.R.	2
Un étudiant ayant travaillé pendant ses vacances, sur sa paye	170
P.R. - Soutien à H.R.	40
Soutien à H.R. - D.G.	50
Anonyme - Soutien à H.R. en timbres	10
Total de la semaine	1 706,40
Total précédent	211 605,13

Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R. 213 311,53

SOUTIEN PLUS ACTIF
A NOTRE JOURNAL!

Dans le n° 156 de l'H.R., nous avons expliqué que l'augmentation du nombre de pages (porté de 8 à 12) et du prix (2 F au lieu de 1,50 F) de l'H.R., était liée à deux conditions : le développement de la souscription permanente et l'envoi de plus nombreuses correspondances.

Notre appel n'a pas été entendu autant que nous le souhaitions (même compte tenu de la lente reprise des activités en septembre).

Nous faisons appel à la conscience politique de nos lecteurs et diffuseurs afin qu'ils comprennent bien que publier chaque semaine un douze pages exige :

1) que la souscription permanente soit portée à un niveau supérieur ;

2) que les correspondances se multiplient.

Quatre pages supplémentaires, cela doit nous permettre de publier davantage de correspondances, et surtout des correspondances ouvrières.

Camarades lecteurs, une correspondance ne porte pas obligatoirement sur une grève ou une lutte !

Les travailleurs discutent continuellement de leurs revendications ; de nouvelles offensives patronales se développent comme les contrats « à durée déterminée », la nouvelle réglementation pour les immigrés... (cf.

H.R. n° 158) ; les révisionnistes préparent la rentrée électorale, etc.

Tout cela peut et doit faire l'objet de correspondances ou de petites notes décrivant la situation dans votre entreprise.

Camarades et amis, correspondez activement avec l'H.R. pour qu'il devienne vraiment le journal du prolétariat !

Quatre pages supplémentaires, cela entraîne de nouveaux frais, que le passage à 2 F ne saurait couvrir à lui seul. Il faut augmenter la diffusion par la vente militante. Mais il faut aussi, en liaison avec cette vente mil-

tante, accroître la souscription permanente.

Nous rappelons que nous disposons de carnets de bons de souscription (cf. ci-dessous) destinés à faciliter et à étendre la souscription, ainsi qu'à renforcer les liens entre diffuseurs et souscripteurs.

Commandez ces carnets au journal.

Multipliez les souscriptions, et surtout les petites souscriptions ouvrières !

Camarades, en avant pour défendre l'H.R., notre précieuse arme de combat anticapitaliste et antirévionniste !

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)

Date :

Pseudonyme

NOUS RAPPELONS A NOS LECTEURS

que pour tout matériel (livres, brochures, journaux chinois, albanais, vietnamiens, etc.) autre que l'H.-R. et les suppléments à l'H.-R., adressez dorénavant les commandes à :

EDITIONS DU CENTENAIRE
B.P. 120 - 75962 Paris - Cédex 20

Continuez à diffuser
SPECIAL ALGERIE

Numéro de 24 pages d'une valeur historique, consacré au 10^e Anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie. Ce numéro est donc encore disponible pour la diffusion, en particulier en direction de nos frères, les travailleurs immigrés, venus d'Algérie.

Nous insistons auprès de nos diffuseurs pour qu'ils assument cette tâche, dont le contenu politique et idéologique internationaliste ne doit pas être sous-estimée. L'exemplaire est vendu 2 F.

ATTENTION ! Nouveaux tarifs
d'abonnements

RECTIFICATIF

Dans le dernier numéro d'H.R. (n° 158, page 3), nous avons rapporté telle quelle, la position de la C.F.D.T. qui expliquait le chômage forcé chez Renault par « la mauvaise gestion » de l'usine. Nous ne saurions reprendre à notre compte une telle position. Il est évident que pour nous, communistes marxistes-léninistes le chômage n'est pas affaire de « bonne » ou de « mauvaise gestion » capitaliste, mais qu'il est un mal inhérent au système capitaliste, mal qui découle de la loi fondamentale de ce système — la recherche du profit maximum — et qui ne disparaîtra que dans une authentique Société Socialiste.

Entre nous
soit dit...

Il y a un certain temps le gestionnaire financier de l'U.D.R. écrivait à Chalandon une lettre à en tête de l'U.D.R. pour savoir à qui présenter les services de « ses » « bureaux d'Etudes Techniques ». Par « ses » il faut comprendre liés à l'U.D.R. Ce genre de « bureaux d'études » qui n'en ont que le nom sont en fait des couvertures pour toucher des pots-de-vin. Tel industriel leur passe une commande bide. Le « bureau d'étude » prend une commission dont la majeure partie revient à un individu ou un parti.

L'argentier de l'U.D.R. recommandait en particulier les services de la firme Lepetit, appartenant à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Mais au fait savez-vous comment s'appelle l'oiseau en question ? Un nom fait sur mesure, un nom qui est tout un programme : l'individu s'appelle le docteur FRIC.

MATRIEL
D'AGITATION
PROPAGANDE

Dans le but de renforcer toujours plus notre implantation dans la classe ouvrière et de faire connaître nos mots d'ordre dans la lutte de classe actuelle et de manifester toujours plus largement notre soutien internationaliste aux peuples en lutte contre l'impérialisme, « l'Humanité Rouge » a décidé dès maintenant : l'envoi gratuit des bandeaux lisez H.R. facturés auparavant 0,07 F l'unité et de ne facturer que 50 % des autres affiches (Girosteel - Joint Français - Paris), affiches sur nos mots d'ordre, affiches sur le Vietnam, ceci au-dessus de 50 affiches.

Utilisons au maximum notre matériel de propagande ! Faisons des collages intensifs pour populariser nos positions tant sur le plan intérieur, qu'extérieur !

H.R.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Nom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Prénom	6 mois	46 F	80 F	100 F
Adresse	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :	3 mois	45 F	75 F
		6 mois	85 F	140 F
		1 an	170 F	280 F

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

Usine Zenith (Choisy-le-Roi) :

La réponse de 180 ouvriers à Pompidou : la grève

A l'heure où Pompidou débutait sa conférence de presse, l'atelier des tours mécaniques (7 ouvriers) commençait une grève pour l'augmentation des salaires. Aussitôt, la déléguée de la section C.G.T. propose d'élargir la grève à toute l'usine pour que l'action soit plus efficace. Sur un peu plus de 180 ouvriers et ouvrières, 8 seulement sont opposés à l'action ! L'occupation de l'usine est décidée immédiatement. Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils sont une dizaine d'hommes pour occuper. Dans cette usine, les salaires ouvriers sont en moyenne de 5 F à l'embauche, 5,40 F pour les femmes et 5,80 F pour les hommes; l'usine fabrique des cadenas et serrures, la majorité des ouvriers sont des femmes parmi lesquelles un certain nombre de travailleuses immigrées (Yougoslaves, Italiennes, Portugaises, etc.). Les horaires de travail sont de 45 heures par semaine; les conditions de travail y sont dures, comme au polissage ou à l'atelier de peinture. Dès vendredi matin, le patron cédait sur les salaires : 10 % d'augmentation pour les bas salaires et 5 % pour les hauts salaires. L'après-midi, les négociations continuaient, pour obtenir le treizième mois, une prime de vacances et les 40 heures; pendant ce temps, les grévistes étaient massés devant les portes fermées à clef et ne laissaient entrer personne sauf les délégués, les deux patrons, et les trois employés chargés de recevoir les commandes des clients. A l'heure où nous écrivons cet article, nous ne savons pas le résultat des négocia-

tions mais on peut dire que la volonté de tenir bon chez les grévistes se voyait sur les visages et s'entendait dans les conversations :

— Les livreurs et autres véhicules qui insistent pour entrer sont vite renseignés par une « ancienne » : « Personne n'entrera. »

— Des ouvrières rigolent en évoquant 1968 parce qu'elles n'ont pas fait grève quand « tout le monde la faisait » et qu'elles la font « maintenant qu'elles sont seules ».

— D'autres plus âgées racontent 1936 et concluent que la grève « est utile pour obtenir des avantages sérieux ».

Au moment où Pompidou estimait que les ouvriers n'avaient pas à se plaindre parce qu'il y a plus malheureux (les vieux, les handicapés...), les travailleurs de l'usine Zenith lui ont montré que la classe ouvrière n'abandonnera pas de si tôt le combat contre la classe des patrons pour améliorer son sort et celui des autres catégories défavorisées (les retraités et les handicapés qui vivent dans la misère sont soit des anciens ouvriers, soit des fils d'ouvriers).

Quand cette réponse est donnée par des femmes, dont une partie d'immigrées, catégorie souvent considérée comme moins combative, elle a encore plus de poids.

A nous, marxistes-léninistes, de puiser dans cette lutte, comme dans d'autres, des leçons et des forces pour l'avenir, pour la révolution socialiste.

Correspondant « H.R. »

“Accidents de travail” :

meurtres du capital

LA SEYNE-SUR-MER :
DEUX OUVRIERS TUES,
HUIT ORPHELINS

Un grave accident du travail vient de provoquer la mort de deux ouvriers des chantiers navals à la Seyne.

Le 8 septembre, les ouvriers de la C.N.I.M. travaillaient au montage de l'étrave du transport de gaz d'une capacité de 35.000 m³, le « Kentown » construit pour le compte d'un armement hollandais. Ce jour à 10 h 25, une masse de 36 tonnes d'acier s'abat sur un groupe d'ouvriers soudeurs.

Deux ouvriers sont écrasés par cette masse d'acier. Charles Cossu âgé de 39 ans, père de 5 enfants, demeurant 72, route de Balaguier à la Seyne, est tué sur le coup; Jean Costa, âgé de 48 ans, père de 3 enfants demeurant cité Monmousseau à la Seyne est blessé gravement à la tête et aux jambes. Il décèdera une semaine après son entrée à l'hôpital Sainte-Anne de Toulon.

Les travailleurs du chantier naval ont immédiatement cessé le travail pendant une heure contre ce crime du capital.

BORDEAUX :
DEUX OUVRIERS TUES

Deux travailleurs bordelais viennent de mourir à cause de la rapacité capitaliste :

Jean José Fort, docker a été écrasé par un colis de 2 tonnes mal fixé. Pour aller plus vite, les patrons ne respectent pas les mesures de sécurité.

Pour arrondir les profits, là où il y avait deux travailleurs on n'en met qu'un et le résultat ne se fait pas attendre...

Anne-Marie Violleau employée à Carrefour tombe d'un rack où elle

était montée pour faire l'inventaire. Là aussi, les mesures de sécurité réclamées par les travailleurs n'étaient pas respectées. Pour les patrons, la vie d'un travailleur vaut moins qu'une ballustrade !

La justice bourgeoise si rapide à emprisonner les travailleurs à la moindre vétille laisse faire; les amendes pour défaut de sécurité dépassent rarement 50 F, 50 F, voilà le prix que donnent les patrons pour la vie d'un travailleur !...

IMPOSONS NOTRE SECURITE
PROLETARIENNE

Il est hors de doute que la mort de ces ouvriers incombe une fois de plus au capitalisme exploiteur, qui vit du sang et de la sueur de la classe ouvrière et qui peut tuer impunément sans être inquiété.

Le capitalisme qui a été contraint par la lutte de la classe ouvrière de faire quelques lois sur l'hygiène et la sécurité, n'a que faire de la vie des ouvriers; seul le profit maximum est sa loi.

Lesdites commissions d'hygiène et sécurité lorsqu'elles existent sont aux mains des agents de la bourgeoisie, comme l'Humanité Rouge l'a expliqué dans son numéro 70 sous le titre « Une dette de sang ». (Voir également le rectificatif en page 3 du numéro 71).

C'est donc aux ouvriers de prendre en main leurs propres problèmes, comme celui de la sécurité et de biens d'autres, et de refuser d'accomplir un travail lorsque la vie d'un des leurs est en jeu ou qu'il y a risque d'accident, quel qu'il soit.

Imposons donc, notre sécurité prolétarienne par l'ACTION et ne nous cantonnons pas aux commissions bidons d'hygiène et sécurité, composées pour l'essentiel de représentants à l'idéologie bourgeoise.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE DES CEMENTS FRANÇAIS
DE HAM

Cette usine, située près de Montebourg est partiellement arrêtée par un mouvement de grève. Mercredi 13 septembre, les ouvriers de l'ensachage se mettent en grève pour l'augmentation des salaires. Puis les ouvriers de l'extraction les rejoignent dans le combat; ces derniers réclament en plus une prime de rendement supprimée au début de l'année.

ENTREPRISES COIGNET ET GROSSIN
A NANTES

Les ouvriers du bâtiment des Etablissements Coignet qui sont en grève pour l'augmentation des salaires depuis une semaine ont été rejoints dans leur lutte par les ouvriers des Ets Grossin le jeudi 21 septembre. Puis ce sont les ouvriers de l'entreprise E.P.T.O. qui passe à l'action le vendredi 22 septembre.

3010 ouvriers ont manifesté dans les rues de Nantes pour leurs revendications.

ETABLISSEMENTS PHIDAR A ROUBAIX

Après avoir présenté leur cahier de revendication (augmentation des salaires, la suppression du travail au rendement, l'amélioration des conditions de travail, une heure d'information par mois payée, etc.), à la direction qui refuse de prendre ces revendications en considération, les ouvriers de l'équipe de l'après-midi se mettent en grève illimitée le mardi 19 septembre et sont rejoints par l'équipe du matin le 20 septembre. Les 80 ouvriers de ces deux équipes sont donc en grève.

SOLEX A LIMAY (Yvelines)

Les 200 travailleurs de l'usine sont en

grève, depuis le 19 septembre, pour l'augmentation des salaires et pour la suppression des discriminations raciales.

USINE GERLACH A BOUZONVILLE
(Moselle)

Depuis le 20 septembre à 2 heures du matin, les ouvriers sont en grève avec occupation, jusqu'à satisfaction de leurs revendications : 13^e mois, prime de salis-sure, suppression du travail au rendement etc.

Les locaux sont occupés jour et nuit pour empêcher la direction d'écouler la marchandise.

ENTREPRISE BIG DUTCHMAN
A SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord)

Depuis plus de deux semaines les ouvriers sont en grève pour leurs revendications. Le jeudi 21 septembre, les grévistes ont distribué des tracts appelant à la solidarité à la porte des entreprises. Des collectes doivent être organisées les jours suivants.

JOHN DEERE A SARAN (Loiret)

Grève de 80 % des ouvriers pour leurs revendications salariales depuis le 20 septembre.

MEDIMETAL A ERNEE (Mayenne)

Depuis le 13 septembre, la quasi-totalité des travailleurs de Médimétal (entreprise de matériel pharmaceutique) est en grève. Les grévistes sont en lutte pour une augmentation de salaire de 0,50 F de l'heure pour tous, le 13^e mois, l'application de la convention collective de la métallurgie, etc.

Usine Leclanché (Poitiers) :

Première victoire, la lutte continue

Lundi dernier, 11 septembre, un débrayage a eu lieu sur certaines chaînes clés de Leclanché. Le but en était de démasquer l'augmentation bidon du patronat. En effet celui-ci proposait 18 centimes à une mince couche des plus bas salaires des OS.

Ceux-ci ont donc réagi et se sont mis en grève, demandant l'intégration des primes dans le salaire ainsi qu'une augmentation uniforme des salaires de 18 centimes par heure pour les bas salaires non concernés par cette augmentation bidon.

Si la C.F.D.T. a pu faire illusion pendant la durée de la grève, les responsables C.G.T. eux et la direction révisionniste se sont clairement déclarés contre la grève (ce qui a

valu à Beaudou, porte révisionniste d'être poursuivi par une cinquantaine d'ouvriers qui voulaient le jeter dans un bassin d'eau).

Le patronat, quant à lui, a lâché l'augmentation : 18 centimes échelonnés sur plusieurs mois dont 10 avant la fin du mois de décembre 72.

Mais d'autre part, il décidait d'abaisser la prime de fin d'année de 5 % par jour de grève, ce qui fait 30 % (6 jours de grève).

Il faut noter que la base ouvrière a décidé de débrayer une heure tous les 15 jours et de se réunir afin qu'elle puisse s'informer et discuter en assemblée générale.

Correspondant H.R.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

CHEMINOTS,

COMMANDEZ

“HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F.”

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —
PRIX : 2 Francs. - Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

LA CONFÉRENCE DE

UNE PIETRE DEFENSE

QUEL BONHEUR D'ÊTRE SALARIÉ !

Il fallait bien avoir été « salarié » du banquier Rotschild pour oser l'inventer ! En bref, Pompidou trouve, quant à lui, que « La France ce n'est pas si mal » et il a reporté sur les salariés, auxquels il refuse le triste privilège d'être « les plus malheureux ».

Certes il existe des degrés dans la misère et le malheur et nul ne songe à nier le sort terrible que le système capitaliste réserve aux travailleurs qu'il a exploités toute leur vie avant de les rejeter. Il existe en France 2.500.000 personnes âgées dont beaucoup attendent la mort dans la plus noire misère. Mais, en fait un bon nombre de ceux-là sur lesquels s'apitoie Pompidou-Président n'étaient-ils pas salariés à l'époque de Pompidou-premier ministre? quant aux salariés d'aujourd'hui,

c'est bien ce sort que Pompidou leur réserve quand ils auront cessé d'être productifs aux yeux des monopoles.

Certes aussi, les salariés ont un avantage appréciable sur le million des chômeurs réels qui courent désespérément à la recherche d'un gagne-pain.

Ils gagnent leur vie, oui. Mais à quel prix !

Faut-il rappeler à Pompidou qu'il sur 10 millions de salariés du secteur privé des dizaines de milliers gagnent moins de 710 francs par mois ? que plus d'un million et demi d'entre eux gagnent moins de 1.000 francs par mois ?

A-t-il oublié que la hausse des prix atteint près de 10 % pour ces deux dernières années, alors que selon Giscard lui-même « il serait vain

d'espérer un taux d'accroissement de la hausse des prix moindre en 1972 qu'en 1971... » ?

Ne voit-il pas que, en moins de 10 ans, la part des salaires et pensions dans les impôts sur le revenu est passée de 61,5 % à 74,1 % ? que la France, avec 45 heures de durée hebdomadaire moyenne du travail, continue de battre les records en Europe sur ce point ? que plus d'un ouvrier sur deux ne part jamais en vacances ?

Suppose-t-il que c'est dans l'allégresse qu'on voit s'envoler chaque mois la moitié de son salaire pour avoir droit à un logement à peine décent, quand on a la chance d'en trouver un ? et les cadences infernales qui brisent le corps et l'esprit ? et les injures, les brimades qui pleuvent sur vous quand on a « la chan-

ce » d'être un travailleur immigré dans la France de Pompidou ! Et, en gagnant sa vie, sait-il que c'est souvent sa mort qu'on gagne : plus d'un accident mortel chaque heure !

Non ! tout cela Pompidou le sait. Il est inutile de le lui rappeler car il ne veut connaître qu'une chose, la température des profits. Pour l'instant, il peut se réjouir, ils se portent bien, de l'avis général, les bénéfices sont en hausse pour le premier semestre 1972 : Ericsson : plus 38,2 %, Carrefour : plus 40,2 %, Ricard : plus 16 %...

Un exemple encore : la C.G.E. a réalisé en 1970 un profit de 430 millions, les administrateurs ont touché chacun une enveloppe de 19 millions d'anciens francs en plus de leurs « dividendes ». Les salariés de la C.G.E., eux, n'en ont pas vu la couleur.

UNE ÉTONNANTE OBJECTIVITÉ

Concernant l'O.R.T.F., Pompidou a nettement cautionné l'opinion des éléments les plus fascistes du régime, du genre Tomasi. Il a d'abord parlé de la « liberté » de l'Office par rapport au gouvernement — et il a prétendu qu'avec la nouvelle réforme de l'O.R.T.F., cette liberté « doit être assurée grâce aux pouvoirs extrêmement larges qui sont donnés au président et au Conseil d'administration. Et nous avons tâché de faire que le choix des hommes facilite cette liberté. »

Voyons donc quels hommes sont ainsi chargés d'assurer la « liberté » et « l'indépendance » de l'O.R.T.F. par rapport au gouvernement U.D.R.-centriste. Il y a tout d'abord Arthur Conte, le P.D.G. de l'Office (qui est aussi, depuis 1963, P.D.G. de la Société des Transports Lacassagne) : cet ancien « socialiste », partisan de l'Algérie française, est député U.D.R.

Et il est bien entouré. Par exemple, de Jean-Louis Guillaud, directeur de la future 3^e chaîne : jusqu'à sa récente nomination, ce Guillaud était chargé de mission au Secrétariat général de Pompidou. Il se trouve aussi que ce monsieur a fait ses preuves quant à la « défense de la liberté » en fondant, en mai-juin

1968, le « Comité d'action civique de l'O.R.T.F. », qui mena campagne pour dénoncer et licencier les journalistes grévistes.

Nous trouvons aussi, au poste de directeur du Contrôle général de l'Office, Georges Riou, ancien directeur adjoint du Cabinet de Peyrefitte, l'actuel secrétaire général de l'U.D.R.

Bref, tous les directeurs et administrateurs de l'Office sont des gens qui ont plus ou moins directement travaillé sous les ordres de Pompidou (et de Gaulle), ou des gens qui ont activement mené la « chasse aux grévistes » en mai-juin 1968 (comme par exemple Baudrier, directrice de la 1^{re} chaîne).

La « liberté » de l'O.R.T.F. est entre de bonnes mains !

S'agissant de l'« objectivité » de la Télévision, Pompidou a lâché quelques perles — mais qui montrent bien dans quel esprit il conçoit la réforme et le rôle de l'O.R.T.F.

Il a déclaré : « Cette objectivité, à mon sens, n'était pas parfaitement réalisée (elle l'est donc maintenant : que les téléspectateurs jugent eux-mêmes !). Un exemple : pour qui a regardé la télévision depuis un an, la France a été

dans un problème social permanent. »

Bien sûr, pour Pompidou, les problèmes sociaux en France, ça n'existe pas : c'est une invention de journalistes. Les protestations des ménagères face à la hausse des prix ? Pure invention du Journal télévisé ! Les luttes des travailleurs pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail ? Une fable destinée à discréditer le gouvernement ! L'angoisse de nombreuses familles devant l'insécurité grandissante de l'emploi ? Une fiction de l'O.R.T.F.

Tous ces problèmes n'existent que dans la tête des « journalistes subversifs » — comme les appelait feu Tomasi. Et on le comprendra mieux en se rappelant que Pompidou nous a par ailleurs assuré que la hausse des prix n'était pas si forte que ça, qu'il y avait plus malheureux que les salariés et que le « plein emploi » était assuré en France...

Voilà l'objectivité selon Pompidou !

Que signifie tout cela ? Simplement que, au gré de Pompidou (qui reprend là les thèmes de la campagne menée par Tomasi en juin dernier), l'O.R.T.F. n'était pas suffisamment aux ordres du gouvernement. Pompidou a jugé encore

trop dangereux les efforts d'un Desgraupes qui, pour rendre plus crédible la propagande bourgeoise et pro-gouvernementale, mentionnait un minimum d'informations « objectives », même sur les luttes sociales (tout en déformant et taisant l'essentiel, bien entendu). Desgraupes est maintenant écarté, comme sont écartés les journalistes qui, par souci de bien faire leur métier, pouvaient rapporter, ici ou là, quelques informations correctes.

Pompidou nous a d'ailleurs livré sa « philosophie » sur ce dernier point : « Le journaliste de la Télévision n'est pas tout à fait un journaliste comme les autres », c'est-à-dire qu'il doit être avant tout un simple pantin haut-parleur du gouvernement. Et puis l'information (ou ce qu'il en restera) passera au second plan. « Maintenant, a dit Arthur Conte, il est important de développer les forces de la joie et de la distraction. » (Cela ne vous rappelle pas « La Force par la Joie », le mouvement « culturel » créé par Hitler ?)

« Liberté, objectivité, dignité », telle est la devise que Pompidou veut donner à l'O.R.T.F., mais en fait n'est-ce pas plutôt : « Soumission, silence, mensonge » ?

LES CAPITALISTES MALADES DE LA PESTE

Représentant d'un système dont la pourriture suinte, et chef d'un parti en pleine déconfiture, il fallait que Pompidou s'explique et la propagande officielle laissait entendre qu'il le ferait sans ambages. Mais, une fois de plus, le premier politicien français s'est trouvé à court d'arguments.

Comme il y a un an, lors des premières « affaires », Pompidou a « ouvert » ses compères, mais d'une façon si peu convaincante qu'il a paru évident à chacun que la « réserve inépuisable de mépris » était bien épuisée. Faute de mépris, le chef monopoliste a recouru à la menace. C'est là un aveu de faiblesse.

Il est indigne non de la corruption de ceux qui le soutiennent, mais... des vilains procédés de la presse. Jouant les sots (pour être admiré par plus sot que lui ?), il feint d'ignorer la signification du sigle P.S...

En fin de compte, pour Pompidou (et cet ex-directeur de la Banque Rothschild sait de quoi il parle), l'anormal, le scandaleux, ce n'est pas la corruption et la pourriture des députés, ministres et autres hautes personnalités ; non, l'anormal, le scandaleux, c'est le fait que ces choses-là soient révélées par la presse et étalées au grand jour. Si la presse était « impartiale », comme le souhaite Pompidou, eh bien ! ces choses-là resteraient dans le secret des cabinets et des ministères. Et la chère « démocratie bourgeoise » fonctionnerait sans grincements.

Pompidou a voulu noyer le poisson (pourri) en prétendant que tous les Français avaient l'habitude de « recourir au piston ». C'est certainement prendre les travailleurs pour des imbéciles ! Car de quoi s'agit-il enfin ? Il s'agit d'autoroutes, d'affaires immobilières, de trafics en tout genre et y compris de traite des

femmes, il s'agit de millions et de milliards ! Le respecté président de la République peut-il citer le cas d'un seul travailleur qui se soit, « par piston », empli les poches de quelques milliards d'anciens francs ? Nous pouvons, par contre, quant à nous, dresser la liste complète de tous les patrons et bourgeois qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs, le pas « légalement » du monde (du moins selon la légalité bourgeoise).

Autre chanson, de la même veine : il est « normal » que les députés interviennent pour leurs électeurs (« électeurs » qui, en l'occurrence, se trouvent être des sociétés capitalistes) ; mais ces pauvres députés ont de bien « faibles moyens » à leur disposition, ils ne peuvent dès lors vérifier le bien-fondé des requêtes qu'on leur soumet et ils se font parfois « rouler ».

Qui Pompidou espère-t-il convaincre par d'aussi piètres arguments ? Sibeud,

député U.D.R. de la Drôme, accorde un permis de construire et touche 3 millions : en toute innocence ? Qui croira que Charret, député U.D.R. de Lyon, ignorait tout des activités des « Écuries du Roy » ? Que Labbé, député U.D.R. de Versailles, intervient par hasard pour une Société d'Antibes ? etc.

Enfin, Pompidou a avoué qu'il intervenait lui-même dans certains cas, bien entendu dans un but strictement philanthropique (ne riez pas), pour « sauver » des ouvriers du chômage... N'a-t-il pas voulu par hasard prendre les devants en prévision de quelque vilaine affaire sur son compte ? L'avenir le dira.

Bref, toutes ces explications étaient bien embrouillées, maladroites et embarrassées. Malgré ses efforts, Pompidou n'est pas parvenu à sortir l'U.D.R. du « climat pestilenciel » qui l'entoure, et qui n'est rien d'autre que le climat politique du système capitaliste.

PRESSE DE POMPIDOU

LE VOILE NE SERA PAS JETÉ SUR LES CRIMES NAZIS !

Le voile ne sera pas jeté sur les crimes nazis !

Après avoir grâcié le chef nazi de la région lyonnaise, Touvier, il fallait que Pompidou tente de justifier l'injustifiable. Comment admettre que cet assassin condamné deux fois à mort par contumace ait pu avoir la vie sauve, qu'il puisse aujourd'hui jouir des biens qu'il a volés à ceux qu'il envoyait à la mort ? C'est cela que Pompidou voudrait faire admettre. Et voici les paroles que celui qui a déjà plusieurs fois bafoué la Résistance a osé prononcer :

« Allons-nous éternellement entretenir saignantes les plaies de nos désaccords nationaux ? Le moment n'est-il pas venu de jeter le voile, d'oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas, s'entredéchiraient et même s'entre-tuaient, et je ne dis pas ça, même s'il y a ici des esprits forts, par calcul politique, je le dis par respect de la France. » Voilà !

Pompidou voudrait que le peuple de France oublie les crimes de ceux qui se jetèrent dans les bras hitlériens, de ceux qui, agissant sous les ordres d'Hitler, rivalisèrent dans la barbarie pour obtenir les bienfaits de leur maître.

Il voudrait que le peuple de France perde le souvenir de ses martyrs, qu'il

TÉMOIGNAGE D'UN ANCIEN F.T.P.

NON A LA RÉHABILITATION DE TOUVIER !

En 1943-1944, j'avais alors 17-18 ans. J'étais depuis plusieurs mois en pays basque pour éviter les rafles fréquentes qui avaient lieu dans les grandes villes par les nazis et leurs valets français à la solde du gouvernement de Pétain. A cette époque, je fis la connaissance d'un jeune ouvrier communiste qui travaillait avec moi et qui a commencé mon éducation de communiste. A ce moment-là, il y avait dans la région des prisonniers russes entassés dans des camps immondes, sans nourriture, sans vêtements, ou en haillons. Notre tâche consistait à les ravitailler clandestinement et pour ce faire nous avions à éviter les patrouilles des S.S. de garde et de leurs alliés de la milice française. Je me rappelle que mon camarade de cette époque craignait beaucoup plus

la milice que les S.S. La milice était encore pire que les S.S. C'était des Français, il y avait dans leurs rangs beaucoup d'anciens combattants, et des jeunes que la dureté de l'époque et le manque de travail faisaient s'engager dans la milice pour des salaires appréciables. Il y avait aussi beaucoup de faïnants. C'était une police parallèle qui avait pour mission la chasse aux résistants, aux maquisards, la chasse aux communistes. C'était des fascistes émules des S.S. de Himmler. La milice fut l'aboutissement du S.O.L. (Service d'ordre légionnaire) fondé par Darnand.

Leurs crimes ne se comptent pas. Dénonciations de patriotes, arrestations, perquisitions, assassinats, viols, etc. C'était les agents de répression les plus sûrs du système hitlérien et de ses

alliés de Vichy.

Aussi, face à ce qu'a été cette milice fasciste, à une époque où des travailleurs et d'autres couches de la population luttèrent contre Hitler et entraînèrent dans la résistance, nous protestons violemment, au nom de tous nos camarades morts pour « des lendemains qui chantent » et pour tous ceux qui luttent encore pour une société où l'homme, le capital le plus précieux, ne sera plus exploité par d'autres hommes. Nous trouvons particulièrement scandaleux que la mémoire de tous nos morts et que la lutte des vivants puissent être ainsi foulées aux pieds par un valet du capital qui faisait de la littérature pendant que d'autres tombaient sous les balles ennemies.

Max DURAND, Ancien F.T.P.F.

CE QU'ÉTAIT LA MILICE

Tulle : c'est comme Oradour, un symbole de la barbarie nazie. En 1944, les nazis prirent en otage des centaines d'habitants. Par dizaines, des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants furent pendus aux arbres de la ville. Les S.S. remirent à la Milice les otages qui restaient pour qu'elle en fasse le tri et désigne ceux qui devaient partir vers les camps de la mort. C'est cela que décrit le passage de l'ouvrage de Jacques Delarue Trafigs et crimes sous l'occupation que nous publions ci-dessous.

Vers 17 heures, des SS réapparurent. Ils étaient accompagnés de miliciens français qui allaient, selon l'habitude, leur servir de conseillers.

Pour la troisième fois, le tri recommença, les SS examinant les papiers de chaque homme, les miliciens questionnant et donnant un avis toujours suivi par les SS. A nouveau trois colonnes étaient reconstituées. L'un des miliciens était lui-même originaire de Tulle où il avait été cantonnier.

Enfin, la première colonne fut conduite par les miliciens hors du bâtiment. Elle comprenait 162 hommes. Le chef milicien les fit aligner puis, « après un bref panegyrique de sa personne », fit cette incroyable proclamation : « Les autorités allemandes ont permis que nous venions collaborer avec elles pour séparer les éléments sains des éléments corrompus de la ville de Tulle. Nous avons fait œuvre de bons Français. Vive le Maréchal ! Vive Darnand ! Vive la Milice ! Vive la France ! »

Ainsi, comme le note justement M. Soulier, les SS pouvaient sans aucun scrupule (dans la mesure où un tel sentiment peut

leur être prêté) faire subir le sort de leur choix aux 149 prisonniers laissés entre leurs mains puisque des « Français » les avaient eux-mêmes déclarés « corrompus ».

Après cette navrante parodie, les 162 prisonniers choisis par la Milice furent finalement libérés le lundi soir 12 juin. Leur cauchemar avait duré quatre jours.

Pour les autres, il continuait et devenait plus horrible encore. Transférés le 12 à Poitiers, ils furent parqués dans la cour d'un hôtel occupé par la Gestapo, 13, rue des Ecoisais. D'autres prisonniers s'y trouvaient déjà, si bien que 400 hommes étaient entassés dans une cour de 10 mètres sur 15 mètres.

Dans la nuit, des bombardiers de la R.A.F. vinrent pilonner les voies ferrées. A vol d'oiseau, deux cents mètres à peine séparent la gare de la rue des Ecoisais. Les prisonniers durent demeurer groupés au centre de la cour, avec interdiction de s'approcher des murs, cependant que leurs gardiens SS se mettaient à l'abri dans les caves et les surveillaient par les soupiraux. Les déflagrations des grosses bombes qui tombaient tout près, et dont le souffle faisait parfois éclater les vitres des fenêtres et souffler les cloisons, jetèrent la panique dans le groupe des captifs. Alors, par les soupiraux, les SS tirèrent au hasard, faisant six morts et trente-cinq blessés. Il n'y eut que quatre blessés touchés par des éclats de bombe.

C'est seulement vers 14 heures le lendemain 13 juin que la Gestapo fit enlever les morts et les blessés. Plusieurs de ces derniers moururent de blessures sans grande gravité, faute d'avoir été soignés à temps.

Le soir du 13, tous les prisonniers

furent dirigés sur le camp de regroupement de Compiègne, d'où partaient les convois pour l'Allemagne. Une fois de plus, ce furent les miliciens auxiliaires de la Gestapo qui les chargèrent dans un car et les amenèrent à la gare de Poitiers, où un train composé de wagons de marchandises les attendait.

Le 2 juillet, à 8 heures du matin, les Tullistes furent embarqués à Compiègne dans un convoi qui, à raison de cent hommes par wagon à bestiaux, emmenait vers les camps de concentration 2.521 déportés. Les wagons étaient plombés au départ. En ce début de juillet très chaud, l'entassement et le manque d'air transformaient vite ces wagons en enfer roulant. Privés d'eau, des hommes devenaient fous, d'autres mouraient, des scènes d'horreur sans nom se déroulaient dans tous les wagons. Les déportés de déportés de l'été 1944, les derniers, ont certainement atteint le comble de l'horreur et de la souffrance que des hommes aient jamais vécues.

Quand enfin, le 5 juillet, à 17 heures, après quatre-vingt et une heures de cet épouvantable cauchemar, le convoi arriva à Dachau, chaque wagon comptait un nombre considérable de morts, et l'un d'eux ne comptait plus que trois survivants, devenus à demi fous, sur un nouveau de quatre-vingt-dix-sept cadavres. Neuf cent quatre-vingts hommes étaient morts pendant le voyage. A la libération de Dachau, sur les 2.521 déportés de ce convoi, on ne comptait plus que 326 survivants.

Cent quarante-neuf Tullistes avaient été désignés par la Milice à Limoges pour la déportation. Cent un y trouvèrent la mort.

* Une autre voiture comptait 66 morts.

DECLARATION DE L'A.N.A.C.R.

Après les propos tenus par Pompidou, l'Association nationale des Anciens Combattants de la Résistance a publié une déclaration dans laquelle elle dit :

« Que le chef de l'Etat refuse de revenir sur la grâce accordée par lui à l'ancien chef milicien pour des peines accessoires est une chose. Mais il ne saurait être admis, en tout état de cause, que Paul Touvier, deux fois condamné à mort, échappe à la justice sous le prétexte qu'il lui fut soustrait pendant vingt ans par des complices d'ailleurs impunis. Le Parlement français unanime a « constaté » que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles. Cette disposition légale est invoquée, à juste titre, à l'égard de Barbie. Il ne saurait être admissible que puissent lui échapper seuls les hitlériens de nationalité française, alors qu'aux forfaits qu'ils perpétrèrent avec leurs maîtres allemands s'ajouta le crime préalable de trahison. Aucune prescription ne peut être opposée, ni en droit ni en morale, à la demande unaniment formulée d'ouverture, à tout le moins, d'une instruction judiciaire sur les crimes reprochés à Paul Touvier. (...)

« L'occupation n'a pas été le temps où « les Français ne s'aimaient pas, s'entredéchiraient... et même s'entre-tuaient ». Elle a été le temps où des traîtres qui avaient choisi le III^e Reich contre la France se sont faits les agents, souvent les plus acharnés, de la terreur déclenchée par l'occupant, de la répression sanglante à laquelle il voulait les Français de toutes catégories sociales, de toutes opinions qui, de plus en plus nombreux au long des mois, se dressaient contre l'esclavage, la destruction de la France, l'aviilissement des hommes.

« L'immense lutte alors menée aux côtés des Alliés, et qui contribua puissamment à chasser l'occupant, ne saurait en rien être comparée à aucune des autres crises évoquées par le président de la République.

« Jeter le voile de l'oubli sur les traîtres ne serait pas « respecter la France ». Ce serait altérer son histoire, troubler sa conscience, compromettre son avenir.

« Respecter la France », c'est maintenir dans la honte ceux qui la répudièrent, la combattirent, la souillèrent. »

Grande leçon de 51 années de lutte du Parti Communiste Chinois

APPLIQUER LE MARXISME-LÉNINISME ET NON LE RÉVISIONNISME

Nous publions la suite de l'article paru dans notre dernier numéro. Nous rappelons à nos lecteurs qu'il s'agit ici de rappeler que le grand Parti Communiste Chinois né en 1921, s'est développé, s'est renforcé dans le feu de la lutte de classe : la lutte de classe contre l'impérialisme et la réaction mais aussi son reflet au sein du parti la lutte de ligne. Nous n'abordons pas la question de l'histoire de la révolution chinoise dans son détail mais à travers l'histoire du parti qui en a été le dirigeant. Pour ce qui est de la connaissance du chemin parcouru par le peuple chinois dans sa libération et dans la construction d'une société socialiste nous renvoyons nos lecteurs aux œuvres choisies du président Mao Tsé-toung qui sont la meilleure source ainsi qu'aux ouvrages d'Edgar Snow « Etoile rouge sur la Chine », Régis Bergeron « La Chine », Han Suyin « La Chine en l'an 2000 ». Enfin nous recommandons à nos lecteurs d'avoir à l'esprit que la lutte de ligne dont nous parlons est à rattacher toujours à la situation concrète de la révolution chinoise. Notre but est de montrer sur quels points et de quelle manière s'est manifestée la lutte de ligne au sein du P.C.C. lors des grands « tournants » de l'histoire. Nous avons la semaine dernière rappelé brièvement que c'est sur la situation et le caractère de la révolution chinoise ainsi que sur la voie à prendre et la question

militaire. Nous avons vu que les chefs de file des lignes opportunistes, de droite (Tchen Tou sieou) et de « gauche » (Kiou Tsieou pai, Li Li san) se sont opposés sur ces questions fondamentales à la ligne révolutionnaire tracée par Mao Tsé-toung. L'un, Tchen Tou sieou affirmait que le peuple chinois devait accomplir une révolution bourgeoise à l'ancienne manière et prônait la soumission et la capitulation devant la bourgeoisie, les autres Kiou Tsieou Pai (novembre 1927-avril 1928) et Li Li san (juin-sept. 1930) estimaient la révolution proche, alors que la situation était à peine redressée, en niant le caractère démocratique bourgeois dans un premier temps et appliquaient sur le plan militaire une ligne visant à concentrer les forces du parti sur les points forts de l'ennemi, à prendre la ville comme centre. Ils ne se comportaient pas en marxistes-léninistes, non seulement parce qu'ils ne procédaient pas à des enquêtes sérieuses pour connaître la réalité, qu'ils n'étudiaient pas le marxisme-léninisme, mais encore parce qu'ils procédaient au sein du parti à des mesures abusives contre ceux qui ne partageaient pas leur point de vue faux, parce qu'ils ne travaillaient pas à l'unité et qu'une fois leur ligne battue ils comptaient contre le parti.

Les lignes opportunistes de droite et de « gauche » de Wang Ming

Une fois que la ligne opportuniste de gauche de Li Li-san eut été battue, la lutte de classe ne prit pas fin dans le Parti Communiste Chinois, et les méfaits d'une ligne erronée se firent encore sentir.

Wang Ming, qui s'était porté à la direction du Comité central, défendit une ligne qui fit beaucoup de tort à la révolution chinoise. Il prétendait lutter contre la ligne de Li Li-san avec plus de fermeté que quiconque. Mais en réalité, pas plus que Tchen Tou-sieou ou Li Li-san, il n'analysait ni ne comprenait la révolution chinoise. Comme eux, il niait la réalité. En 1931, les impérialistes japonais envahirent la Chine : cela créait une situation nouvelle. Wang Ming ne prit pas la peine d'en tenir compte. Lui, plus « bolchevik » que tout le monde, il s'opposait en bloc aux féodaux, à la bourgeoisie, à la couche supérieure de la petite bourgeoisie. Aussi prônait-il des mesures « de gauche » :

- la confiscation des biens des bourgeois et des propriétaires fonciers,
- tuer les propriétaires fonciers,
- attaquer les intellectuels.

D'après lui, la bourgeoisie nationale était contre-révolutionnaire pour toujours ; il ne fallait faire aucun compromis. Quant aux intellectuels, leur ardeur révolutionnaire ne dure pas plus de trois jours : il ne faut pas les recruter ! Tel était son point de vue.

Ayant réaffirmé à maintes reprises, sur la base d'une étude approfondie des classes et de la situation socio-économique de la Chine, que le caractère immédiat de la révolution était démocratique bourgeois d'un type nouveau (cf. *La Démocratie nouvelle*), le président Mao revint et précisa les cibles de la révolution après l'agression japonaise :

Du moment que la société chinoise d'aujourd'hui est de caractère colonial, semi-colonial et semi-féodal, quelles sont les cibles principales de la révolution chinoise à son étape actuelle, ou, en d'autres termes, quels sont ses ennemis principaux ?

Ce sont l'impérialisme et le féodalisme, c'est-à-dire la bourgeoisie des Etats impérialistes et la classe des propriétaires fonciers de notre pays. Car, à l'étape actuelle, ils sont les principaux oppresseurs dans la société chinoise, les principaux obstacles à son progrès. Tous les deux s'entendent pour opprimer le peuple chinois et, comme l'oppression la plus cruelle est l'oppression nationale exercée par l'impérialisme, c'est lui qui est le premier et le pire ennemi du peuple chinois.

Depuis l'agression armée du Japon

contre la Chine, les principaux ennemis de la révolution chinoise sont l'impérialisme japonais et tous ceux qui ont partie liée avec le Japon, les traitres à la nation et les réactionnaires qui ont capitulé ouvertement ou qui se préparent à capituler.

La bourgeoisie chinoise soutient elle aussi du joug impérialiste ; elle a dirigé des luttes révolutionnaires, y jouant le rôle principal, comme dans la Révolution de 1911 ; elle a participé à des luttes révolutionnaires, comme pendant l'Expédition du Nord ; elle participe également à la présente Guerre de Résistance contre le Japon. Mais, pendant la longue période de 1927 à 1937, le peuple révolutionnaire et le parti révolutionnaire (le Parti communiste) ne pouvaient considérer la couche supérieure de la bourgeoisie, représentée par la clique réactionnaire du Kuomintang, que comme l'une des cibles de la révolution, étant donné que cette couche sociale s'était entendue avec les impérialistes, qu'elle avait conclu une alliance réactionnaire avec la classe des propriétaires fonciers, et qu'elle avait trahi les amis qui l'avaient aidé

— le Parti communiste, le prolétariat, la paysannerie et les autres fractions de la petite bourgeoisie —, trahi la révolution chinoise et causé sa défaite. Dans la Guerre de Résistance, une partie des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, représentée par Wang Tsing-wei, a passé dans le camp ennemi et a trahi la nation. Aussi le peuple en lutte contre le Japon s'est-il vu obligé de compter ces éléments de la grande bourgeoisie qui ont trahi les intérêts nationaux au nombre des cibles de la révolution.

Il est aisé de comprendre que la conclusion logique de la ligne de « gauche » de Wang Ming c'était ce qu'on appela « la porte close », qui conduisait à la division et à l'isolement des forces révolutionnaires.

Les positions de Wang Ming, notamment sur le plan militaire où il entraînait l'armée révolutionnaire à se battre dans les fortifications de l'ennemi, furent la cause de lourdes pertes. Au début de la Longue Marche, sa ligne de « sauve qui peut » aboutit en trois mois à faire passer les effectifs de l'Armée du premier front de 80 000 hommes à 30 000. Cette ligne a duré quatre ans. Les forces du Parti Communiste Chinois ont été perdues à 90 % dans les régions libérées, à 100 % dans les régions contrôlées par le Kuomintang. Cette épreuve de la pratique amena le Parti Communiste Chinois, lors de la réunion élargie du Bureau

politique à Tsoueny en janvier 1935, à mettre fin à la ligne de Wang Ming et à établir la direction de Mao Tsé-toung sur tout le Parti. Sous la direction de Mao Tsé-toung, le Parti qui n'avait pas d'armée en avait édifé une, le Parti qui n'avait pas d'hommes en avait eu 300 000, le Parti qui n'avait pas de bases d'appui en avait eu quinze. Il est universellement connu que la Longue Marche fut une immense victoire aux répercussions historiques.

Le Parti Communiste Chinois venait de passer de l'enfance où il

balbutiait et ne possédait pas encore un niveau politique suffisant pour éliminer rapidement une ligne erronée, à la maturité. Il triompha du fractionnisme Tchong Kouo-tao qui voulait diviser l'Armée Rouge et avait prétendu créer un nouveau Comité central. Et il n'eut pas trop de mal à surmonter la nouvelle ligne, de droite cette fois, de Wang Ming qui développa en 1937 une ligne de capitulation devant l'ennemi. Cette ligne créa également de grands torts au Parti.

Liou Chao-Chi et la révolution culturelle

Cependant, pas plus qu'auparavant, la lutte de classe ne cessa d'exister dans le Parti et dans la société. Au contraire, après la victoire de la révolution chinoise, cette lutte de classe devint plus intense et prit des formes nécessairement nouvelles. Car les classes réactionnaires n'acceptent jamais de bon gré d'être chassées de la scène de l'histoire :

« Après l'anéantissement des ennemis armés, il y aura encore des ennemis non armés ; ceux-ci ne manqueront pas de mener contre nous une lutte à mort ; nous ne devons jamais les sous-estimer. Si nous ne posons et ne comprenons pas maintenant le problème de cette façon, nous commettrons les plus graves erreurs ». Voilà ce que déclarait Mao Tsé-toung en mars 1949, à la veille du passage de la révolution de démocratie nouvelle à la révolution socialiste en Chine.

Déjà, alors, le Parti avait rencontré l'opposition de Liou Chao-chi. Il s'opposait à la prise du pouvoir par la lutte armée ; alors que la résistance anti-japonaise était en train de l'emporter et que Tchang Kai-chek se préparait à la guerre civile contre les forces populaires dirigées par le Parti Communiste Chinois, Liou Chao-chi préconisait, comme chez nous Thorez, ou Togliatti en Italie, d'abandonner la lutte armée pour la

lutte non armée, parlementaire. Mao Tsé-toung s'opposa à ce courant à la fois international et intérieur à la Chine. En 1945, il déclara :

« Alors, allons-nous livrer nos armes au Kuomintang ? Pas davantage. Si nous lui livrons nos armes, le Kuomintang n'en aura-t-il pas trop ? Les armes du peuple, fût-ce un fusil ou une cartouche, il faut les garder toutes, il ne faut pas les livrer ». (« Sur les négociations de Tchongking »).

C'est cette ligne que suivit le Parti Communiste Chinois ; nul n'ignore les victoires qu'elle permit.

Après la victoire de la révolution, Liou Chao-chi préconisait de suivre une voie capitaliste de développement et il s'opposait à la transformation socialiste des moyens de production. Sa ligne visait ainsi à abolir la dictature du prolétariat et à restaurer le capitalisme. Il devint le principal soutien des tentatives de la bourgeoisie pour restaurer son pouvoir.

C'est pour s'opposer à ces tentatives que le Parti Communiste Chinois, dirigé par Mao Tsé-toung, déclencha la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Ce fut une authentique révolution, car en bien des cas le pouvoir échappait au prolétariat.

La victoire de la G.R.C.P. ne signifie pas la fin de la lutte de classe

Après la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, la lutte de classe a-t-elle cessé dans le monde, en Chine et dans le Parti Communiste Chinois ? Ce serait aller dans le sens des révisionnistes modernes que de l'affirmer : « La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moment elle pourra devenir très aiguë ».

Les grandes victoires remportées dans l'édification du socialisme et le succès de la Révolution culturelle ont porté un coup très dur à la bourgeoisie et à ceux qui fondent des espoirs sur elle dans le monde ainsi qu'à leurs représentants au sein du Parti Communiste Chinois. Ces victoires ont pour corollaire une résistance accrue de la part de ces éléments. Cette résistance peut-elle

viser pas, elle est au contraire à l'opposé du subjectivisme et de l'idéalisme qui juge a priori. Pour connaître un phénomène, pour en saisir les lois, il faut l'étudier. Pour connaître la société et la transformer, il faut aussi l'étudier.

La réaction dans notre pays a toujours cherché, et cherche toujours à présenter la lutte de ligne au sein d'un Parti communiste comme une querelle de personnes. Ce faisant, elle ne fait que projeter sa conception du monde sur l'histoire des partis communistes. Nous avons été conduits à ramener la lutte de ligne à la lutte entre les justes conceptions politiques et idéologiques du président Mao et les conceptions fausses des divers chefs de file opposés à la ligne révolutionnaire. Mais il ne faut pas s'y tromper : la lutte de ligne est avant tout la lutte entre les deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat.

Chaque classe a à un moment donné un chef de file : la ligne du président Mao a montré dans les faits que Mao Tsé-toung a toujours été le chef du prolétariat et des masses populaires chinoises, alors

« Guérir la maladie pour sauver l'homme »

Une autre leçon importante de l'histoire du Parti Communiste Chinois, c'est la méthode employée par le président Mao pour conduire le Parti à rejeter la ligne erronée des divers chefs opportunistes :

« Le Comité central estime que nous devons aider les cadres à acquérir, du point de vue idéologique, une compréhension parfaite des questions touchant à l'histoire du Parti et que nous devons en même temps adopter une politique d'indulgence dans les décisions que nous prenons à l'égard des camarades qui ont commis autrefois des erreurs, afin que, d'une part, les cadres comprennent à fond l'expérience historique de notre Parti et ne tombent pas dans les erreurs du passé, et que, d'autre part, nous puissions unir tous les camarades en vue de l'œuvre commune. Notre Parti a mené, au cours de son histoire, de grandes luttes contre les lignes erronées de Tchen Tou-sieou et de Li Li-san ; ces luttes étaient absolument nécessaires. Mais il y avait des défauts dans les méthodes employées. D'abord, les cadres du Parti n'ont pas été amenés à comprendre à fond, du point de vue idéologique, les causes de ces erreurs, les circonstances dans lesquelles elles avaient été commises et les mesures précises pour les corriger, de sorte que des erreurs de même nature ont pu se répéter. Ensuite, on a par trop insisté sur les responsabilités personnelles de chacun ; aussi n'avons-nous pas réussi à unir autant de camarades que nous aurions pu en vue de l'œuvre commune. Que ces deux défauts nous servent d'avertissement. Cette fois-ci, dans l'examen des questions touchant à l'histoire du Parti, nous devons mettre l'accent, non sur les responsabilités personnelles de certains camarades, mais sur l'analyse des circonstances dans lesquelles les erreurs ont été commises, sur ce qu'étaient ces erreurs, sur leurs origines sociale, historique et idéologique ; il faut procéder suivant le principe : « tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le

retour et guérir la maladie pour sauver l'homme », afin d'atteindre le double but d'éclaircir les idées et d'unir les camarades. La circonspection avec laquelle nous réglons les cas des camarades intéressés, sans glisser sur leurs fautes et sans leur faire tort, est une preuve de la vitalité et de l'épanouissement de notre Parti.

Le président Mao a toujours procédé ainsi dans l'intérêt du Parti : d'une part lutte idéologique active contre les idées erronées, d'autre part « guérir la maladie pour sauver l'homme ». C'est là travailler à l'unité du Parti et non à sa scission. En effet, nombre de communistes peuvent être trompés et peuvent appliquer une ligne erronée, à cause d'un niveau politique et d'une connaissance insuffisante du marxisme-léninisme. La ligne révolutionnaire du président Mao a toujours consisté à les convaincre de leurs erreurs. Même en ce qui concerne les chefs de file opportunistes, l'attitude adoptée fut toujours celle-ci. Ainsi au VII^e congrès du Parti Communiste Chinois, le président Mao a insisté pour que Wang Ming soit élu au Comité central. Mais Wang Ming a refusé de reconnaître ses erreurs et a refusé de se corriger. Sous prétexte de se soigner, il est allé en U.R.S.S. en 1956 se jeter dans les bras des révisionnistes soviétiques : il a trahi le Parti Communiste et la Chine à 100 %. Quelle meilleure illustration que la lutte de ligne n'est pas une lutte de personne : ce n'est qu'une fois qu'ils eurent complété et trahi le Parti, une fois que leur ligne eut été extirpée du Parti que les opportunistes furent nommément dénoncés.

Les chefs de file opportunistes, eux, sont allés à l'encontre de l'unité du Parti. Pour faire triompher leur ligne erronée, ils ont pratiqué le sectarisme : à chaque fois ils ont tenté d'éliminer le président Mao Tsé-toung par des mesures organisationnelles ou par des complots. Ils ont toujours fait un mauvais calcul car les forces morales du Parti et du peuple sont favorables à l'unité, à l'unité sur une base juste, marxiste-léniniste.

Extrait du rapport présenté à la 6^e session plénière du PCC par Mao Tsé-toung (1938)

L'ETUDE

D'une façon générale, tous les communistes qui ont les aptitudes requises doivent étudier la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline, l'histoire de notre nation ainsi que la situation et les tendances du mouvement actuel : c'est par leur intermédiaire que se fera l'éducation des camarades dont le niveau culturel est relativement bas. Il importe, en particulier, que les cadres portent une attention toute spéciale à cette étude, et qu'à plus forte raison les membres du Comité central et les cadres supérieurs s'y consacrent avec ardeur. Un parti qui dirige un grand mouvement révolutionnaire ne saurait le mener à la victoire sans théorie révolutionnaire, sans connaissances de l'histoire, sans une compréhension profonde du mouvement dans sa réalité.

La théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline a une valeur universelle. Il ne faut pas la considérer comme un dogme, mais comme un guide pour l'action. Il ne faut pas se contenter d'apprendre des termes et des formules, mais étudier le marxisme-léninisme en tant que science de la révolution. Il s'agit non seulement de comprendre les lois générales, qu'ont établies Marx, Engels, Lénine et Staline en se fondant sur leur vaste étude de la vie réelle et de l'expérience de la révolution, il faut aussi étudier la position et la méthode qu'ils adoptèrent pour examiner et résoudre les problèmes. La formation marxiste-léniniste a fait aujourd'hui des progrès dans notre Parti, mais elle est encore loin de s'étendre à tous et d'être suffisamment poussée. Nous avons pour mission de diriger une grande nation de plusieurs centaines de millions d'hommes dans une lutte sans précédent. C'est pourquoi l'étude généralisée et approfondie de la théorie marxiste-léniniste est pour nous une grande tâche qu'il importe d'accomplir de toute urgence et qui ne peut l'être qu'au prix de sérieux efforts. J'espère qu'après cette session du Comité central une émulation pour l'étude apparaîtra dans tout le Parti : on verra alors qui aura véritablement appris quelque chose, qui aura étendu et approfondi ses connaissances. Si, parmi les camarades chargés des principales responsabilités dans le travail de direction, il s'en trouve cent à deux cents à posséder une connaissance systématique et non fragmentaire du marxisme-léninisme, une connaissance réelle et non creuse, la capacité combative de notre Parti sera considérablement accrue et la victoire sur l'impérialisme japonais en sera hâtée.

Une autre tâche nous incombe, c'est d'étudier notre patrimoine historique et d'en faire le bilan dans un esprit critique selon la méthode marxiste. Notre nation a une histoire plusieurs fois millénaire, qui a ses particularités et offre d'immenses trésors. A cet égard, nous ne sommes encore que de simples écoliers. La Chine d'aujourd'hui résulte du développement de la Chine du passé ; abordant l'histoire en marxistes, nous ne devons pas en rompre le fil. Nous devons faire le bilan de tout notre passé, de Confucius à Sun Yat-sen, pour recueillir ce précieux héritage. Cela nous aidera dans une large mesure à diriger le grand mouvement actuel. Les communistes, en tant que marxistes, sont des internationalistes, mais c'est seulement en liant le marxisme aux caractères spécifiques du pays et en lui donnant une forme nationale que nous pourrions l'appliquer dans la vie. La grande force du marxisme-léninisme réside précisément dans sa fusion avec la pratique révolutionnaire concrète de chaque pays. Cela signifie pour le Parti communiste chinois qu'il faut savoir appliquer le marxisme-léninisme en fonction des conditions concrètes de la Chine. Si les communistes chinois, qui sont des membres de notre grande nation et lui appartiennent comme sa chair et son sang, parlaient du marxisme sans tenir compte des particularités de la Chine, ce ne serait qu'un marxisme abstrait et vidé de tout son contenu. Ainsi, la question que tout le Parti doit comprendre et résoudre de toute urgence, c'est d'appliquer le marxisme de manière concrète en Chine, afin qu'il reflète en toutes circonstances les traits spécifiques de notre pays ; en d'autres termes, il s'agit de l'appliquer en tenant compte des particularités de la Chine. Il faut en finir avec le style stéréotypé étranger, passer moins de temps en bavardages creux sur des notions abstraites et mettre le dogmatisme au rancart, pour faire place à un air et à un style chinois, pleins de fraîcheur et de vie, qui plaisent à l'oreille et à la vue des simples gens de chez nous. Séparer le contenu internationaliste de la forme nationale, c'est le propre des gens qui n'entendent rien à l'internationalisme. Quant à nous, nous devons les lier étroitement l'un à l'autre. Les graves erreurs qui existent sur ce point dans nos rangs doivent être soigneusement corrigées.

Quelles sont les particularités du mouvement actuel ? Quelles en sont les lois ? Comment le diriger ? Ce sont là autant de questions pratiques. Aujourd'hui encore, nous ne connaissons ni pleinement l'impérialisme japonais ni parfaitement la Chine. Le mouvement se développe ; du nouveau va surgir devant nous, et le nouveau naît sans cesse. Etudier ce mouvement sous tous ses aspects et dans son évolution, c'est là une grande tâche qui mérite une attention constante. N'est pas marxiste celui qui se refuse à étudier tout cela sérieusement et avec soin.

Notre ennemi dans l'étude, c'est la suffisance ; quiconque veut réellement apprendre doit commencer par s'en débarrasser. « S'instruire sans jamais s'estimer satisfait » et « enseigner sans jamais se lasser », telle doit être notre attitude.

Risques graves d'épidémie à la Cayolle

SCANDALE A MARSEILLE

Une partie de la presse locale a rendu public cette affaire, sans toutefois souligner l'importance et la gravité des faits, et surtout, sans dévoiler les manœuvres des politiciens et fonctionnaires de « l'opposition » sociale-démocrate et révisionniste, au service des financiers de l'entreprise capitaliste monopoliste LOGIREM (dont le directeur est M. Claudius Petit, ex-ministre de la reconstruction, député P.D.M., ex-U.D.S.R., etc.).

Nous sommes en mesure de faire certaines révélations aux lecteurs de l'Humanité Rouge, seul journal totalement indépendant des trusts qui contrôlent financièrement tous les journaux marseillais, depuis le « Méridional » (propriété de M. Gaston Defferre) jusqu'à la Marseillaise (révisionniste), en passant par le « Provençal » (propriété du même Gaston Defferre !).

me cela il n'y aura pas à les reloger !

2) LE GERANT DE LA LOGIREM : cet individu est à l'image de la société rapace qui l'emploie (il a même un lien de parenté avec le directeur marseillais de la société !). Se sachant « couvert » par la direction, il se conduit comme un kapo des camps nazis : il met à la porte qui il veut, empoche des « dessous de table » de 500 à 1.000 N.F. pour un taudis, distribue quelques avantages « moyennant finances » (toujours sans reçu évidemment)... et même, propose à certaines femmes, qu'il trouve à son goût, des « arrangements » avec paiement « en nature »... Ces faits sont connus de tous, y compris de certains personnages « assez haut placés »... mais tout le monde se tient par la barbichette, comme dit la chanson !

3) LE SERVICE DE L'HYGIENE : Le responsable du service de l'hygiène du quartier, tout dévoué à M. le maire Gaston Defferre (dont ces services sont un des bastions) est beaucoup plus préoccupé par les intérêts de la LOGIREM que par le rôle de son service « hygiénique » ; comme le directeur marseillais de la LOGIREM est aussi un très dévoué partisan de M. Gaston Defferre, on est en famille !

— Le dévouement de ce « responsable » assez singulier n'est sûrement pas entièrement désintéressé ! Ce triste individu a toujours refusé d'intervenir auprès de la LOGIREM pour faire respecter les normes de l'hygiène en vigueur dans le pays ! Il agit toujours comme s'il était payé pour « couvrir » les agissements criminels de la LOGIREM.

4) LES AUTRES AMIS DE LA LOGIREM : les derniers en date sont les dirigeants locaux du parti « communiste » français, révisionniste. Il est en effet intéressant de savoir que ces faux communistes ont créé, en 1972, un « groupement interprofessionnel mutuel et paritaire du Logement social (GIMPLOS) ». Le journal révisionniste « La Marseillaise » nous l'a annoncé dans son édition du 27 juin 1972, à l'occasion de l'inauguration « brillante » du siège du GIMPLOS à Marseille, au 2^e étage de l'immeuble « Le Méditerranée », 76, avenue de Toulon.

— Cette « brillante » manifestation, nous apprend « La Marseillaise », était présidée par le révisionniste notoire Louis Calisti... le (Président) directeur général est le « camarade » Sanz et le directeur commercial, le « camarade » Berenguer, tous deux révisionnistes bien connus à Marseille !

— Voici, pour l'édification des travailleurs, lecteurs de l'Humanité Rouge, quelques passages du compte rendu du chroniqueur de « La Marseillaise » :

... « Monsieur le Président de la Mutualité des travailleurs, Louis Calisti... devait souligner les raisons de la création dans notre région d'un groupement collecteur de la participation du 1 % des employeurs à l'effort de construction (sic). La mutualité des travailleurs qui intervient dans de nombreux domaines, tels la santé, les vacances, le sport, la culture, l'épargne, etc., entend contribuer également à promouvoir une véritable politique de construction de logements sociaux (resic !). Tel est l'objectif fixé au GIMPLOS, organisme à but « non lucratif » (resic !) qui sera géré sur une base paritaire par les représentants des employeurs et des salariés et qui agira en étroite collaboration avec les comités d'entreprises » (1) (est-ce clair ?).

— On y apprend encore que... « L'activité du GIMPLOS déborde-

ra le cadre de notre région, puisque agréé par le ministère de l'équipement sur le plan national (à propos, le ministre de l'équipement s'appelait Chalandon, c'est peut-être un nom qui vous dit quelque chose ?) il s'apprête à installer une antenne sur la région Rhône-Alpes.

... Le GIMPLOS se manifeste déjà par son service de prêts aux salariés pour l'accession à la propriété, par des réservations de logements locatifs H.L.M. et par la réalisation de programmes de constructions de logements sociaux... Les participants ont pu d'ailleurs admirer les plans d'un projet de 40 logements qui seront édifiés prochainement à Aubagne.

Ainsi le succès du GIMPLOS s'affirme et dès sa première année, il remplit toutes les conditions exigées par le ministère de l'équipement, tant par le nombre des entreprises adhérentes que pour le montant de la collecte !

— Le compte rendu de la « brillante » soirée (agrémenté de photos sur lesquelles on peut voir en gros plan une table très très bien achalandée (grâce à Chalandon ?) en bonnes bouteilles !) se termine par la traditionnelle liste des invités présents... c'est ainsi que les ouvriers marseillais sont informés que les « camarades » Calisti, Sanz et Berenguer avaient passé une bonne soirée avec les « amis du peuple » suivant :

M. Basset, du comptoir des entrepreneurs,

M. Chanane, directeur des H.L.M. (rue St-Sébastien),

M. Martin, directeur de la LOGIREM,

M. Carfaro, directeur adjoint des H.L.M. (rue d'Oran),

... Tous « camarades » socialistes ! et du représentant du directeur du Crédit Lyonnais, et de beaucoup d'autres responsables (! ?) (Les P.D.G. transformés en « responsables », c'est déjà un début de « démocratie avancée », non ?)

— Vous avez bien lu, travailleurs lecteurs de l'Humanité Rouge, l'ignoble M. Martin, directeur de la LOGIREM, était l'invité des dirigeants traîtres du P. « C. » F. Marseillais...

Nul doute que ce cher Martin est devenu un des associés du fameux GIMPLOS, et qu'il agira en « étroite collaboration » avec les dirigeants révisionnistes qui ont usurpé la direction des organisations syndicales ouvrières.

— La « démocratie avancée » chère à Georges Marchais, volontaire du travail en Allemagne en 1942, basée sur le « programme commun » des politiciens véreux sociaux-démocrates et des affairistes révisionnistes est en marche !

— Les habitants des « ilots » du Grand Arénas à Marseille n'ont plus qu'à boire à sa santé... un grand verre d'eau polluée « bactériologiquement non potable » !...

— Seule l'action courageuse et déterminée des travailleurs organisés avec les communistes marxistes-léninistes, mettra fin à tous ces scandales dans lesquels trempent tous les réactionnaires, ceux de la majorité U.D.R., et ceux de la soi-disant « opposition » sociale-démocrate et révisionniste !

— En cas d'épidémie grave, qui peut survenir à tout instant à Marseille, tous ces affairistes assoiffés de profits seront tenus pour responsables et tout particulièrement la LOGIREM et son gérant ainsi que le prétendu « Docteur » Bastianelli !

Correspondant H.R.
La Cayolle-Marseille.

Les faits

— Le drame se passe dans le quartier de La Cayolle... dans la partie de la Cité du Grand Arénas composée de bâtiments appelés « ilots », et prétendus H.L.M., en réalité il s'agit de taudis ! Ces « ilots » sont habités par 150 familles ouvrières environ (près de 900 personnes).

— Au mois de juillet, le Président du Comité d'Intérêts de ce quartier (habitant lui-même un îlot) s'est aperçu que l'eau distribuée par la ville de Marseille avait une forte odeur de pourriture. Le service des eaux alerté, un prélèvement est fait par ses soins le 27 juillet 1972... un nouveau prélèvement est fait le 4 août, un troisième le 7 août et un quatrième le 11 août. Ces prélèvements ont été analysés à « titre consultatif ». Les résultats des analyses ont été si catastrophiques que les services de l'hygiène de la ville ont été alertés... ils procèdent, à leur tour, à deux prélèvements avec analyses : le 7 septembre et le 12 septembre.

— Voici un bref résumé des analyses « consultatives » du service des eaux de la ville de Marseille ; les services de l'hygiène n'ont pas fait savoir au comité les résultats de leurs analyses !

— Prélèvement du 4 août : 104 gouttes mastic.

— Prélèvement du 7 août : 119-130 gouttes mastic.

Manœuvres en tous genres

— La société LOGIREM, dans un premier temps, essaie de faire retomber la responsabilité de la situation sur la population : elle invente un soi-disant vol de matériel en bronze dans la station d'épuration dont la porte d'accès aurait été fracturée le 3 août ! Malheureusement pour ces requins, la première analyse a été faite le 27 juillet... et à cette date l'eau était déjà polluée (120 à 130 gouttes mastic).

— Alors le service de l'hygiène de la ville de Marseille entre dans la danse ! Un certain « Dr » Bastianelli, dans une lettre au comité d'intérêts du quartier et à la LOGIREM émet l'opinion qu'après tout, cette eau, sans être de première qualité, peut tout de même être consommée par les habitants des ilots (on laisse entendre que ces travailleurs ont la peau dure, qu'ils sont immunisés contre les microbes et virus puis-

— Prélèvement du 11 août : 103-115 gouttes mastic.

... Ces chiffres deviennent éloquentes quand on sait qu'une eau est considérée comme potable lorsque son analyse révèle 15 gouttes mastic et que le maximum toléré est de 30 gouttes mastic !

— Le laboratoire qui a réalisé les analyses a en même temps donné son avis : cette eau est bactériologiquement non potable.

— De plus, le service des eaux de la ville est allé jeter un coup d'œil sur la station d'épuration qui doit filtrer l'eau du canal qui alimente ces 150 logements : ce service a fait un rapport qui conclut que cette station n'est absolument pas en état de fonctionnement ! Veuillée de l'installation, qui date de la dernière guerre mondiale, installations démolies, pièces importantes manquantes... bref, la station d'épuration n'épure rien du tout !

— Les services de l'hygiène de la ville de Marseille, ainsi que la LOGIREM et le gérant de cette société, ont tous reçu les résultats de ces analyses et enquêtes, avec en supplément une demande légitime pour que des mesures urgentes soient prises par la société LOGIREM, responsable des installations de distribution d'eau...

qu'ils vivent dans des taudis depuis si longtemps et que l'eau a toujours été polluée dans ce quartier !...)

— Ce même Bastianelli... « Docteur » ! ?, vient en aide à ses amis de la LOGIREM en affirmant que cette société a déjà « pris des mesures » (lesquelles ?) et que de toute façon... il y a une fontaine publique dans le quartier...

— Ce Bastianelli est un menteur... il sait très bien qu'aucune mesure n'a été prise par la LOGIREM ! quant à la prétendue fontaine, elle n'existe que dans son imagination... en fait, il y a 2 robinets qui débitent chacun un filet d'eau, mais ces robinets ne se trouvent même pas à proximité des habitations en question, ils sont situés devant le bureau du gérant LOGIREM, assez loin des ilots dont l'eau est bactériologiquement non potable.

tion dans « les meilleures conditions » la LOGIREM ne veut faire aucune dépense pour l'entretien des installations actuelles, vétustes, ou même hors d'usage... mais cela ne l'empêche pas d'empocher loyers, charges injustifiées, etc.

— De plus, sa politique est de ne rien faire en faveur de la population actuelle afin que les habitants excédés s'en aillent d'eux-mêmes... com-

Pourquoi ces canailles agissent-elles ainsi ?

— La chose n'est pas très difficile à comprendre... voici quelques révélations qui éclaireront le comportement de ces messieurs :

1) LA LOGIREM : cette société capitaliste monopoliste recherche évidemment le profit maximum ; elle va construire sur les terrains de La Cayolle un « ensemble » de 3.000 logements... cela doit rapporter gros !... Pour réaliser cette opéra-

Aspect de la biographie d'un monopoliste GISCARD D'ESTAING

Père : Edmond Giscard d'Estaing : membre du conseil d'administration de Thomson-Brandt au côté de Paul Huvellin, président du C.N.P.F. ; Air France ; Kléber-Colombes ; Carbone - Lorraine ; Crédit foncier et immobilier. Membre actif du comité France-Amérique qu'il a présidé durant deux ans.

Frère : Olivier Giscard d'Estaing : député de Cannes, administrateur de plusieurs firmes américaines : IBM France, Gibbs

Le 28 janvier 1963, se déroulait le procès du Petit-Clamart, devant la Cour militaire de Justice, contre des membres de l'O.A.S. L'avocat des accusés était Isorni, fasciste connu comme ayant été l'avocat du vieux traître Pétain.

Isorni engage sa plaidoirie et déclare que le gouvernement ne peut faire condamner les accusés pour des faits dont s'est également rendu coupable un membre du gouvernement, le ministre des Finances : Giscard d'Estaing.

Isorni accuse Giscard d'Estaing d'avoir fait preuve de « sympathie agissante envers l'O.A.S. ». Il déclare avoir été informé des relations de Giscard avec l'O.A.S. par le capitaine Ferrandi, aide de camp de Salan. Plus précisément, il déclare

and Hill Trailor.

Valéry : Marié à Anne-Aymone de Brantes, héritière d'Eugène Schneider (et non « gendre » d'E. Schneider, comme nous l'avions par erreur indiqué en page 1 du numéro 158). Schneider est le premier groupe industriel français. En 1963, à la suite de l'acquisition par le groupe belge Empain de 30 % du capital de l'entreprise, le ministère des Finances intervint pour qu'elle soit ramenée à moins de 25 %.

que Giscard d'Estaing communiquait à l'O.A.S. les délibérations du Conseil des ministres. Ces relations étaient établies entre autres par des documents de l'O.A.S. en provenance d'Alger et notamment dans une lettre de Salan aux chefs civil et militaire de l'O.A.S. en France.

Giscard d'Estaing porta plainte contre Isorni pour diffamation tout en déclarant :

« L'objet de cette plainte n'est pas d'obtenir la réfutation des accusations de M^r Isorni... »

Isorni fut relaxé.

Concluez vous-mêmes.

Vous pourrez ainsi vous faire une idée de celui dont Aranda a dit qu'il ne l'avait jamais vu « mêlé de près ou de loin à une seule combine ».

Une mesure de fascisation

Après toute une série de mesures concernant la police prises ces derniers mois, en voici une nouvelle. Le conseil des ministres du 20 septembre a en effet annoncé la création de préfets de police dans les grandes villes. Dès maintenant cette mesure va entrer en vigueur à Lyon.

Ce système qui jusqu'à aujourd'hui était limité à Paris avait été utilisé sous Vichy et en Algérie. Il s'agit d'une mesure de caractère nettement fascisant. C'est l'extension de l'ensemble de la France d'une mesure d'exception qui jusqu'à maintenant était réduite à Paris.

Elle aura pour effet de renforcer

l'encadrement policier des grandes villes.

Le prétexte mis en avant en ce qui concerne Lyon est la nécessité d'une remise en ordre de la police après les affaires de proxénétisme, mais il est évident que la raison n'est pas là, mais dans la volonté de préparer les structures policières à la terreur contre les masses.

Outre la satisfaction manifestée par Pradel, maire de Lyon, on notera aussi celle de Defferre déclarant de plus : « Il faut donner à ce fonctionnaire les effectifs et les moyens techniques et financiers dont il a besoin. »

Langeac : face à l'impôt

Après la hausse très suivie et continue des prix des produits — dont ont besoin les travailleurs — depuis le début de l'année (viandes + 11,6 %, produits laitiers + 6,2 %, loyers + 4 %, hôtels-cafés + 5,4 %, etc., chiffres de l'I.N.S.E.E., bien loin de la réalité), nous avons eu à payer pour le 15 septembre l'impôt sur nos maigres revenus qui, eux, ont connu une « remarquable » stabilité...

La municipalité de Langeac n'a pas voulu être en reste : nous avons reçu la feuille jaune « impôts locaux ». Celui qui en avait pour 300 F l'an dernier en aura pour 450 F. Augmentation par rapport à l'an dernier : 50 % ! Excusez du peu. Heureusement, nous avons eu des explications : « c'est à cause du gouvernement, du département, des commerçants, etc., mais c'est pas notre faute », ont dit en chœur maire, adjoints et conseillers municipaux. Ils ont poursuivi : « si vous voulez que l'on fasse du social, il faut nous en donner les moyens ». Il faudrait que les ouvriers avalent ces histoires quand ils savent que le social de la municipalité c'est la construction d'un terrain de tennis. Pour qui ?

L'hôpital, ce n'est pas mieux : il faut attendre que les vieux qui y sont partent au cimetière pour pouvoir prendre la place.

Pour se permettre de telles aug-

mentations d'impôts, il faut être bien réactionnaire, quand la vie est si chère. Il faut être U.D.R. au moins. Et bien non, les Langeadois votent bien ! Ils ont élu l'an dernier des socialistes soutenus au deuxième tour par les révisionnistes : une sorte d'union de la gauche locale en quelque sorte. Ceux qui ont cru au baratin électoral sont bien déçus aujourd'hui.

Et il faudrait que nous fassions confiance pour l'élection des députés au programme commun de gouvernement des socialistes et des révisionnistes. Non, l'avant-goût nous suffit. Hier on promettait, aujourd'hui on nous plume, et demain... ?

De plus en plus, les travailleurs comprennent que ce n'est pas des députés qu'il faut envoyer au parlement bourgeois, mais virer tous ceux qui y sont ou veulent y aller, pour mettre en place le pouvoir des travailleurs : la dictature du prolétariat — qui balaiera le capitalisme et ses laquais et instaurera le socialisme libérateur. Mais comment faire ? Les capitalistes et leurs alliés réformistes du Parti socialiste ou révisionnistes du P.C.F. veulent garder leur place. Pour nous débarrasser d'eux, une seule solution nous reste : unissons-nous pour la révolution prolétarienne.

Correspondant H.-R.

Que faire quand on est licencié

Tant que durera le capitalisme, les exploités continueront de faire la loi dans les usines. Tant que durera le règne de leurs profits, les ouvriers seront toujours menacés de se retrouver jetés sur le pavé du jour au lendemain.

Parce que la « rentabilité » exige qu'on se débarrasse de certains d'entre

eux, ou bien parce qu'ils refusent d'accepter sans protester leur exploitation et s'organisent pour se défendre, ou bien encore parce que leurs idées politiques, la sympathie qu'elles rencontrent auprès de leurs camarades d'atelier, inquiètent le patronat, et c'est la lettre de licenciement qui vous tombe dessus un beau matin !

Lutter jusqu'au bout

La première chose à faire est de refuser de s'incliner devant le verdict patronal et d'organiser l'action pour le faire plier. C'est de ne pas accepter, comme un fait accompli, toute annonce de licenciement, qu'il soit individuel ou collectif, qu'il touche des travailleurs français ou immigrés, temporaires ou permanents, qu'une faute grave soit invoquée contre l'ouvrier sanctionné ou non.

La solidarité prolétarienne a aussi ses lois : à ses yeux, l'ouvrier a toujours raison contre l'exploiteur et le soutien actif de ses frères de classe doit lui être acquis d'emblée.

Il faut donc organiser activement, dès l'annonce du licenciement, la solidarité de tous les ouvriers — syndiqués ou non syndiqués — de l'entreprise, de la ville, de la région. Il faut combattre impitoyablement toute idée capitulationniste du genre : « De toute façon, le patron arrivera à ses fins... » ou : « On ne peut pas empêcher les licenciements. Il faut en prendre acte et essayer d'obtenir quelques indemnités supplémentaires... »

Non ! en cas de licenciement, la lutte est toujours à l'ordre du jour. Nos camarades espagnols nous en donnent aujourd'hui un éclatant témoignage. C'est pour s'opposer au licenciement de 5 d'entre eux, ouvriers de la filiale Citroën, que plus de 15 000 ouvriers sont actuellement en grève, paralysent l'activité économique de la ville de Vigo, manifestent en permanence dans les rues en bravant les charges des carabinières.

Mais il arrive que le rapport de force ne permette pas d'imposer la victoire et de s'opposer au licenciement.

Il faut alors :

1° REFUSER LES FAUSSES DÉMIS-SIONS

Pour se débarrasser à bon compte de certains travailleurs, les patrons cherchent souvent à leur faire signer une lettre de démission. Il ne faut pas accepter ce chantage qui prive le travailleur d'un certain nombre d'avantages (indemnité de licenciement notamment, mais aussi paiement des allocations chômage rendues beaucoup plus difficiles à obtenir).

2° EXIGER LE RESPECT DE CERTAINES OBLIGATIONS

Le patron est obligé de :
— Notifier le licenciement par lettre recommandée ;
— Respecter les délais de préavis ;
— Verser les indemnités de licenciement prévues par la loi ou la convention collective ;

Remettre un certificat de travail. Celui-ci doit mentionner : les dates d'entrée et de sortie du travailleur dans l'entreprise, la nature des emplois qu'il a occupés et les dates correspondantes, les noms, prénoms et adresses du travailleur et de l'employeur, le lieu et la date de délivrance du certificat. **Aucune observation défavorable pour le travailleur ne peut y figurer.**

3° RESERVER SES DROITS

Si le patron tente de voler au travailleur une partie de son dû, en trichant sur le salaire, les heures supplémentaires, les congés payés, l'indemnité de licenciement, celui-ci peut accepter la somme incomplète. Il pourra saisir après le Conseil des Prud'hommes pour réclamer la différence.

Souvent, le patron fait aussitôt signer un « reçu pour solde de tout compte » par lequel le travailleur reconnaît que l'employeur ne lui doit plus rien. Cette signature peut être dénoncée, pendant un délai de deux mois, par pli recommandé avec accusé de réception. Elle perd alors toute valeur.

Attention : il ne faut jamais accepter de signer un reçu comportant les mots « Transaction » ou « Reçu transactionnel ». La transaction est irrévocable et devient définitive une fois signée.

4° ATTAQUER AUX PRUD'HOMMES

Si le patron refuse de payer au travailleur licencié une partie de ce qui lui est dû, il peut la réclamer devant le Conseil des Prud'hommes. **Une disposition nouvelle : la réclamation, désormais, ne peut porter que sur des sommes dues depuis moins de cinq ans.**

Le travailleur licencié doit alors faire une déclaration au secrétariat du Conseil des Prud'hommes de sa section professionnelle (métaux, bâtiment, commerce, etc.) et remplir un formulaire. Il doit inscrire l'objet de ses demandes (heures supplémentaires, congés payés, etc.) et chiffrer chacune d'elles.

5° SE FAIRE INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI

Dès l'annonce du licenciement, il faut se faire inscrire immédiatement comme demandeur d'emploi à la section locale de l'Agence nationale pour l'Emploi (ancien Bureau de Chômage), ou la mairie du lieu d'habitation. Cette démarche est obligatoire pour obtenir les allocations du chômage d'Etat et des A.S.S.E.D.I.C. Elle garantit également les droits du travailleur à la Sécurité sociale et aux allocations familiales pendant toute la durée du chômage.

Commandez

(par notre intermédiaire)

“ FACE AU GAUCHISME MODERNE ”

PRIX : 3 Francs

Ajouter 20 % du prix à la commande pour frais d'expédition.

LE TERRORISME A GRANDE ÉCHELLE

CRIME SIONISTE...

Un parmi tant d'autres

C'était à Jouaya, village du Liban, le dimanche 17 septembre.

Ce jour-là, les gangsters sionistes avaient agressé le Liban et occupaient une partie de son sol.

Un taxi « Mercedes » sort du village. A son bord, la famille Awala — le père, la mère, l'oncle, les trois enfants — plus le chauffeur du taxi. Deux des enfants avaient été blessés par un bombardement sioniste et étaient dans un état grave.

Ils sont arrêtés par un barrage des agresseurs sionistes. Les deux enfants blessés n'avaient pas leurs cartes d'identité. Les soudards sionistes refusent de laisser partir la voiture alors que l'état des enfants s'aggrave. Les parents protestent énergiquement. L'officier fasciste commandant la patrouille dit au conducteur d'un char « Centurion » de « faire le nécessaire ». Le char se mit en marche et de ses 60 tonnes écrasa la voiture et ses sept occupants.

C'était le 17 septembre, au village de Jouaya.

La radio et la presse pourrie du genre « France-Soir » n'eurent ni une larme ni même un mot; eux qui quelques jours plus tôt n'avaient que le mot « humanité » à la bouche.

A la suite des coups qu'ils viennent de subir, les sionistes laissent entendre qu'ils vont riposter au terrorisme par le contre-terrorisme. Une organisation « ultra » a même fait savoir qu'elle tenait prête la liste des palestiniens en Europe ainsi que de leurs amis, les organisations « gauchistes ». Dayan a laissé entendre qu'il se refusait à employer de telles méthodes et Golda Meïr a ajouté :

« Nous emploierons tous les moyens légaux pour lutter contre le terrorisme ». C'est là une nouvelle preuve de la duplicité des dirigeants sionistes qui cherchent à tromper l'opinion internationale. L'état sioniste est né du terrorisme : qu'étaient les bandes armées sionistes, l'Irgoun ou le groupe Stern, sinon des organisations terroristes ? Et comment s'est développé l'état sioniste sinon dans une longue suite de crimes terroristes contre les populations palestiniennes et arabes. Aujourd'hui alors que certains comme l'ancien ministre de l'intérieur Begin clament tout haut ce que tous pensent tout bas, à savoir que l'Etat d'Israël ne serait pas né sans les massacres de Deir Yassin, les dirigeants sionistes prétendent être et rester dans la « légalité ». Or, sans parler des raids ignobles contre des villages du Liban et de la Syrie comment qualifier les menées des ser-



L'Etat d'Israël est né du terrorisme sioniste, comme le montre ce panneau réalisé par nos camarades.

vices « spéciaux » sionistes révélées sans pudeur par certains journaux. Comment qualifier les assassinats perpétrés par le « Messad », service d'espionnage sioniste, comme par exemple celui du porte-parole du F.P.L.P. à Beyrouth déshabillé par l'explosion de sa voiture piégée. La fabrique de mensonges réactionnaires qui fonctionne vite contre le peu-

ple palestinien n'a évidemment jamais parlé dans de tels cas de terrorisme. Une chose est certaine c'est que ce terrorisme des réactionnaires est impuissant à aller contre le sens de l'histoire et la volonté des masses : le peuple palestinien et les masses arabes veulent la libération de la Palestine et des territoires occupés, ils vaincront !

Brésil : RESISTANCE ARMEE A LA DICTATURE

La lutte armée des patriotes se poursuit et se développe au Brésil, dans la région amazonienne. L'ensemble de la presse, de droite ou de « gauche », continue d'ignorer ces événements de la plus haute importance. Nous continuerons, quant à nous, à informer nos lecteurs de l'héroïque lutte antifasciste et anti-impérialiste du peuple brésilien. Ci-dessous, des extraits du n° 66, juillet 1972 de A CLASSA OPERARIA, organe central du Parti Communiste du Brésil.

Au nord du Brésil, depuis quatre mois, se développe une courageuse résistance armée à la dictature. Cette résistance bénéficie de l'appui croissant des paysans et de la population de la région et exerce chaque jour une plus grande influence sur le peuple brésilien. Elle devient un événement politique de grande importance.

Cependant, le gouvernement de Garastazu Médici a interdit la divulgation de quelque nouvelle que ce soit à ce sujet. Le 12 juillet, le ministère de la Justice a renouvelé dans un mémorandum à la presse, sa résolution d'interdire la publication de « nouvelles portant sur les opérations militaires en cours dans la région amazonienne ». D'autre part, la dictature mobilise ses forces pour essayer d'écraser ou, au moins, d'isoler les groupes armés qui opèrent

dans la forêt. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. La nation vient d'en prendre connaissance et finira par savoir pour quoi luttent les partisans de São João et de Conceição de Araguaia.

Il est impossible de cacher ou de passer sous silence indéfiniment ce qu'une note de la Conférence des archevêques du Brésil, du début juin, a rendu public. Cette note dit qu'un prêtre et une sœur ont été brutalement violentés et torturés dans la région de Palestina, parce qu'un officier a trouvé qu'ils ressemblaient à un chef partisan appelé Paulo Rodrigues et à une jeune fille connue sous le nom de Tonica. L'évêque de Maraba, Dom Estevão, et le frère Gil sont restés plusieurs jours détenus dans la région de la route Transamazonienne par les forces de l'armée. Les raisons données par les militaires

pour justifier leurs violences ont été ridicules (« Ils étaient énervés parce qu'ils recherchaient en vain les partisans dans la forêt »), mais elles confirment bien la véritable nature de la vaste opération militaire en cours dans cette région depuis le début d'avril.

On sait que de nombreux contingents sont concentrés au nord de l'Etat de Goiás, à l'ouest de Maranhão et au sud du Para. Plusieurs villes de cette zone sont sous le contrôle des forces armées. Sur la route Belém-Brasilia, d'Anapolis à la capitale du Para, soit un parcours de 2 000 kilomètres, les gens qui passent sont interpellés par les détachements militaires, qui les interrogent, relèvent leur identité et les mettent en fiches. Les emprisonnements et les brutalités policières contre les paysans continuent. Il y a peu de temps, dans la région de la zone d'opérations, a été emprisonné le leader paysan connu de Goiás, José Porfirio, qui, depuis avril 1964, était parti de sa région de Trombas-Formoso, à cause des persécutions des généraux fascistes. José Porfirio se trouve emprisonné à Brasilia qui est le centre de coordination des forces répressives. Au Maranhão, le résultat de la vague de violence qui a envahi cette région, après les événements de São João de Araguaia, a été l'assassinat du leader paysan du Maranhão, Manoel da Conceição, un des dirigeants du mouvement de résistance paysanne de Pindaré en 1970.

Il était inévitable qu'un conflit armé apparaisse au Brésil, vu les conditions de misère et d'oppression dans lesquelles vivent le paysannerie et les masses populaires. Depuis 1964, date où les militaires tentèrent de barrer la route à toute forme de lutte de masses, il devint évident qu'il ne restait d'autre chemin que celui de la lutte armée pour opposer une résistance effective à la dictature. L'idée de prendre les armes s'est souvent manifestée dans de très larges fractions du peuple, spécialement chez la jeunesse. Plusieurs tentatives ont été réalisées. Mais elles n'eurent pas de succès, faute d'une juste compréhension de la réalité brésilienne, d'une orientation correcte et aussi faute d'expérience. Maintenant, cependant, la lutte armée se prolonge déjà depuis quatre mois et

EXCELLENTE SITUATION AUX PHILIPPINES

Le gouvernement réactionnaire des Philippines vient de décréter la loi martiale. Son chef, le président Marcos a reconnu qu'il y a été conduit à cause du développement de la lutte armée conduite par le Parti Communiste des Philippines, et a avoué que la Nouvelle Armée du Peuple jouit de la sympathie des masses parce qu'elle dénonce « l'impérialisme, le fascisme, le féodalisme, la partialité de la justice, les bas salaires, le chômage, l'inflation », etc. Mais alors le président Marcos devrait comprendre que la loi martiale est impuissante à enrayer la révolution !

rencontre un écho toujours plus grand. Elle devient un événement politique remarquable. Cela représente un grand succès de l'opposition populaire, une indiscutable victoire des forces démocratiques et patriotiques. Les paysans et les patriotes qui ont pris les armes au sud du Para et qui mènent des combats contre les troupes de la dictature, expriment les sentiments de révolte de millions de Brésiliens contre le régime fasciste instauré par le coup d'Etat du 1^{er} avril, ils traduisent l'aspiration à la liberté et à l'indépendance de la grande majorité de la nation.

Il est nécessaire d'appuyer avec décision les combattants du Para, de faire connaître leur lutte et de lui apporter le plus grand soutien. Il est nécessaire de protester contre les violences exercées par la dictature sur les habitants de la région, d'exiger la liberté pour les prisonniers. La lutte des partisans au sud du Para est partie intégrante de la lutte générale du peuple brésilien pour la conquête de la liberté et de l'indépendance.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



AFFICHEZ H. R.

Quang-Tri, glorieuse épopée de la lutte du peuple vietnamien !

Il y a cinq mois, Quang-Tri était libérée sous la puissante poussée des Forces armées populaires de Libération du Sud-Vietnam. Et sous les pas des combattants de la Libération, la vie renaissait. Des centaines de milliers d'hommes étaient libérés dans toute la province.

Depuis cinq mois, les agresseurs yankees n'ont cessé d'effacer cette éclatante victoire. Depuis fin juin dernier, ils ont lancé le même poids de bombes et d'obus que celui de 7 **BOMBES ATOMIQUES** du type Hiroshima ! A plusieurs reprises, ils ont proclamé la reprise de la ville... prenant bien vite leurs désirs pour des réalités.

Terreur et mensonges n'y feront rien : les habitants de la province de Quang-Tri et les F.A.P.L. tiennent bon et conduisent avec succès une des plus glorieuses épopées de la lutte contre l'impérialisme américain au Vietnam !

UNE ATTAQUE CRIMINELLE

Depuis la fin du mois de juin, l'aviation américaine s'acharne sur la province ; un quart des bombardiers stra-

tégiques « B 52 », un quart des navires américains présents dans les eaux du Vietnam sont mobilisés pour leur œuvre de mort. Certains jours, la ville et ses environs ont reçu jusqu'à 20 000 obus de gros calibres sur une superficie de 3 kilomètres carrés !

Toutes les techniques de destruction « ultra modernes » ont été réquisitionnées : bombes de gros tonnage, bombes guidées par caméras de télévision, bombes au phosphore, bombes et obus à matière chimique toxique, etc. Du 7 au 11 septembre, l'acharnement criminel des agresseurs a été à son comble : 10 000 tonnes de bombes larguées en 5 jours !

Et, tandis que Nixon susurre des paroles de paix, il parle à Quang-Tri son vrai langage : celui de la terreur, celui des bombes.

UN CHAMP DE RUINES

Aujourd'hui, Nixon prétend avoir repris Quang-Tri. Mais qu'a-t-il pris ? Un champ de ruines qu'il a faites de ses mains. « Un hallucinant désert »,



Quang Tri libérée : des combattantes accueillies dans la joie par la population.



Cam Lo, après un bombardement américain : l'œuvre « civilisatrice » de M. Nixon.

témoigne un correspondant de presse ; écoutons son témoignage :

« En effet, de Quang-Tri, il ne reste rien. Pas même, comme à An-Loc, à Bong-Son, à Tam-Quan, quelques murs et trottoirs ou des toits épars qui donnent encore l'impression de ville ; il ne reste rien.

» Quelques milliers de piquets de fer qui furent autrefois des carcasses de maisons, quelques milliers de piquets de bois qui furent autrefois des arbres : c'est tout ce que l'on peut voir dans cette ville qui autrefois — il y a cinq mois, mais cela semble si loin — abritait environ 100 000 habitants.

» On cherche désespérément l'ancien marché, la grande rue centrale, ce qui fut le camp militaire américain. Il est impossible de rien reconnaître.

» La ville a été retournée, labourée à plusieurs reprises, les toits enterrés à des mètres sous terre tandis que des planchers émergent... »

Voilà la brillante « reprise » de Quang-Tri ! Nixon et ses comparses n'osent pas parler de victoire ! Peut-on parler de victoire sur le néant qu'on a soi-même créé ?

UN AVEU D'IMPUISSEANCE

Et la bataille de Quang-Tri est un aveu d'impuissance des agresseurs yankees. Elle met à nu la cruauté de leur aviation et son impuissance à soutenir l'armée fantoche saïgonnaise. 120 avions descendus en quelques mois ! Et parmi eux des « RF 4C » dotés d'appareils électroniques. 17 000 paras et fusiliers marins éliminés, soit l'équivalent de plus d'une division ! Les agresseurs et leurs valets saïgonnais ont mis des unités d'élite dans la bataille ; bien mal leur en a pris. Voilà leur armée sans réserves d'unités de pointe !

La bataille de Quang-Tri révèle clairement l'échec de la « stratégie de vietnamisation » de l'agression. Nixon a mis le paquet : puissance de feu inégalée et unités d'élite fantoches. En vain. Aujourd'hui, il ne lui reste rien en main ; un désert de ruines et la haine renforcée des peuples du monde : voilà sa « victoire ».

Les habitants et les combattants de la province de Quang-Tri multiplient leurs assauts et harcèlent sans fin les agresseurs. Leur ville, ils la reconstruiront dix fois plus belle encore !

Les championnats asiatiques de tennis de table Amitié d'abord, compétition ensuite

« Nous participons aux championnats pour l'amitié. Nous savons que notre niveau est bas et que nous ne pouvons gagner aucun match. Mais c'est bon pour nous d'acquérir de l'expérience et de faire connaissance avec des amis à travers des compétitions amicales. »

Ce sont les paroles... de l'entraîneur d'un joueur d'Afghanistan aux Championnats asiatiques de ping-pong qui viennent de se dérouler à Pékin. Il y a de quoi nous surprendre. Les sportifs de notre pays ne vont-ils pas dans les championnats pour gagner ? Les autres sportifs sont des concurrents — des ennemis ? —, jamais des amis. A Pékin, championnats de l'amitié ; à Munich, championnats de la rivalité, du dénigrement, de la division. A Pékin, on vient acquérir de l'expérience auprès des sportifs des autres pays ; à Munich, on exhibe des « vedettes » et des « phénomènes ». Là-bas, se renforce l'amitié des peuples ; ici, on cherche à développer

le chauvinisme.

Les Championnats asiatiques de ping-pong se sont déroulés sous l'égide de l'Union asiatique de tennis de table. A son premier Congrès, elle a défini ses buts :

« L'Union asiatique de tennis de table continuera ses efforts pour la promotion de l'amitié parmi les peuples et les pongistes des pays et des régions d'Asie, pour le développement des liens amicaux entre les milieux de tennis de table et les sportifs d'Asie et des autres continents, et pour le développement du tennis de table en Asie et dans les autres parties du monde. »

Voilà un état d'esprit dont tous nos clubs et associations sportives devraient s'inspirer ! Car ce ne sont pas des mots. A Pékin, lors des Championnats, se sont multipliées les scènes les plus étonnantes — pour nous, habitués des actes chauvins et inamicaux. Les « concurrents » se sont entraînés en commun ; tel don-

naît des conseils à son futur « adversaire », tel autre mettait à l'aise son challenger un peu tendu. Et, main dans la main, ils rentraient dans « l'arène »...

Le principe « Amitié d'abord, compétition ensuite » n'est pas un vain mot. Écoutons les paroles de Vanh Thong, joueuse du Front patriotique lao, après un match avec Vu Thu Nga, sportive vietnamienne :

« Aujourd'hui, je suis heureuse d'avoir ce premier match avec mon amie vietnamienne. Le Vietnam, le Cambodge et nous avons un ennemi commun — l'impérialisme américain. Nous sommes compagnons d'armes au champ de bataille. Aujourd'hui, c'est un match de la solidarité et de l'amitié. Ce match nous permet de nous instruire auprès des camarades vietnamiens. Les smashes et les coups exécutés par la camarade vietnamienne méritent une étude sérieuse de ma part. »

Amitié d'abord car les contacts entre

les sportifs asiatiques renforcent et consolident la solidarité et l'unité entre les peuples d'Asie. La compétition vient ensuite, non pour la conquête des titres mais en vue de faire progresser la pratique du sport parmi les peuples asiatiques. Mais toujours prime l'amitié. Cela était clair lors des fêtes et cérémonies qui ont marqué les Championnats : dans le parc du Palais d'Été, à Pékin, pongistes et amis des pays asiatiques se sont unis aux sportifs et aux habitants de la ville. Les artistes chinois ont dansé, chanté, montré des spectacles de marionnettes. Puis les combattants vietnamiens, laos et khmers ont entonné leurs chants de combat. D'autres sportifs, syriens, pakistanais, yéménites, ont présenté danses et chansons populaires de leur pays.

Pendant les Championnats, c'est la flamme de l'amitié révolutionnaire des peuples qui a brûlé à Pékin.

Camille Granot.

Qui est Georges Marchais?

Fort légitimement, plusieurs de nos lecteurs, vieux communistes, anciens résistants, anciens F.T.P. sollicitent de notre journal qu'il révèle la vérité sur la biographie de l'actuel secrétaire général de fait du Parti « communiste » français. Ils ont bien raison. Jugez-en donc.

Georges Marchais est né à La Hoguette dans le Calvados le 7 juin 1920. Il avait donc vingt ans au début de l'occupation de la France par les nazis.

Dans le numéro du 22 octobre 1970 de l'hebdomadaire l'Express, il a indiqué avoir été « requis » à la fin 1942 pour aller travailler en Allemagne, et s'être évadé en janvier 1943.

« Requis » est un qualificatif qui implique que Marchais se serait alors soumis à une obligation. Il s'agirait en l'occurrence du fameux « Service du Travail Obligatoire ». Or les premiers départs de jeunes Français « requis par le S.T.O. » ont eu lieu fin février 1943. La seconde vague a été organisée en juin 1943. D'ailleurs, la loi scélérate instituant le « S.T.O. » date du 16 février 1943. Elle fut imposée par les nazis, justement parce qu'en 1942, le recrutement de volontaires pour le travail en Allemagne était demeuré peu efficace, en dépit des efforts de la propagande de Pétain et Laval et des offres « généreuses » des occupants hitlériens. Les ouvriers français préféreraient crever de faim en France que d'aller se nourrir d'une pitance de traître en tournant les obus et forgeant les armes des fascistes allemands.

Or Marchais est arrivé en Bavière le 17 décembre 1942, à Neue Ulm, où il fut affecté aux usines d'aviation Messerschmidt. C'est donc bien en

qualité de « volontaire » qu'il s'est rendu en Allemagne.

Dans une des premières biographies qu'il rédigea pour la section des cadres du P.C.F., Marchais déclara « être resté en France pendant toute l'occupation ». De vieux militants du P.C.F., anciens dirigeants, peuvent en témoigner. Mais depuis lors, cette biographie a disparu des archives du Comité central du P.C.F. ! Comme par hasard...

Sans fournir aucune précision, Marchais prétend s'être « évadé » d'Allemagne en janvier 1943. Il est plus probable qu'il est revenu en permission, comme tous les traîtres employés par les nazis en avaient la possibilité s'ils étaient mariés ou chargés de famille. Et sans doute baptise-t-il « évasion » le fait de s'être caché pour ne pas repartir dans un endroit qui subissait des bombardements fréquents et efficaces de la part des aviations alliées. C'est certainement plus pour sauver sa peau que par patriotisme que Marchais n'a pas rejoint son poste en Allemagne. D'ailleurs, par la suite, il n'a jamais participé ni à la Résistance ni aux combats de la Libération !

Bien que déjà contaminé par le révisionnisme, notre vieux Parti fit encore preuve d'une certaine vigilance en 1945 et 1946 : Tous ses militants issus de la Résistance furent « cadrés », c'est-à-dire que leur activité pendant la guerre fit l'objet d'une enquête approfondie. Nous en donnons la preuve dans cette page en publiant des photographies de documents de l'époque prouvant que le P.C.F. excluait alors tous ceux qui avaient été « volontaires » du travail en Allemagne

nazie. C'était là une attitude rigoureuse et juste. Ces documents prouvent que l'adhésion de Marchais en 1947 n'aurait jamais dû être acceptée.

Aujourd'hui, cet individu (entre nous, quel sort lui auriez-vous réservé en 1943 ou 1944, camarades anciens F.T.P. ?) a la possibilité d'intenter des procès à tous ceux qui avancent les révélations que nous venons d'offrir à nos lecteurs.

En mars 1972, ces faits ont déjà été rendus publics par un mensuel qui bénéficie du soutien politique de l'ancien chef d'état-major des F.T.P., Charles Tillon, et de nombreux autres anciens combattants de la Résistance. Nous ne partageons pas toutes les idées actuelles de ces militants, mais nous respectons sans réserve leur combat passé, communiste et patriotique, contre les nazis. Leur dénonciation de la conduite de Marchais porte un cachet d'authenticité justement en raison de ce passé d'anciens partisans, que les plus âgés d'entre nous partagent avec eux.

Ainsi, d'ores et déjà, le silence de Marchais et des dirigeants du P.C.F. constitue un aveu. L'assertion de Duclos impliquant que, Marchais n'ayant adhéré au P.C.F. qu'en 1947, son passé ne pourrait lui être ni imputé ni reproché en tant que « communiste », n'est qu'une piètre dérobade.

Chaque communiste un tant soit peu averti comprend qu'un « volontaire » du travail chez les nazis est un gibier facile à piéger pour la bourgeoisie. En tant que tel, nous posons la question de simple bon sens : Marchais n'est-il pas « tenu » par le pouvoir, comme le furent, avant-guerre, des dirigeants de premier plan comme Gitton, secrétaire du P.C.F., ou Capron, secrétaire de la C.G.T. et membre du Comité central du P.C.F. ?

Cette situation n'expliquerait-elle pas bien des choses ? N'oublions pas que le porteur de francisque Mitterrand fut ministre de l'Intérieur avant de devenir le leader de la prétendue « Union de la gauche » avec précisément l'actif soutien de Georges Marchais !

Camarades communistes, adhérents ou sympathisants de base du P.C.F., nous, vieux militants communistes fidèles aux principes du marxisme-léninisme, nous vous appelons à exiger la vérité sur la biographie de l'homme qui vous dirige. Si vous voulez combattre efficacement la pourriture de la bourgeoisie, il vous faut commencer par rejeter celle qui a contaminé la direction du Parti, qui bénéficia autrefois de la confiance et du dévouement sans limites du prolétariat de notre pays.

Camarades ouvriers et intellectuels du P.C.F., exigez que vos cellules de base soient informées de manière sûre et probante au sujet du passé de votre secrétaire général ! Et vous constaterez l'embarras de vos dirigeants !

La vérité vous aidera à comprendre plus facilement la fonction historique contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne du révisionnisme moderne, qu'incarne si allègrement ce faux-communiste, ancien kollabo des nazis quand les nôtres tombaient sous les balles de leurs pelotons d'exécution.

Alors seulement, sans gâcher vainement votre ardeur et votre courage, vous pourrez consacrer efficacement tous vos efforts de militants communistes dans un nouveau Parti révolutionnaire prolétarien authentique, un vrai Parti communiste indépendant de toute compromission avec la bourgeoisie, un Parti honnête et résolu, pour préparer et faire triompher la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, en suivant les justes enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha.

AU PILORI !

ESPIONS, TRAITRES, RENÉGATS
ET
AGENTS DE LA GESTAPO
DÉMASQUÉS DURANT LA CLANDESTINITÉ

DÉNONCÉS PAR LE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

1^{er} JUILLET 1963 (Nouvelle Série) N° 3

- | | |
|--|---|
| 85. Betton Pierre, dit « André », né le ... à ... | des Lilas (Seine). Aventurier, agent de l'ennemi. Infiltré dans le P.C.F., a été travaillé par les nazis, puis a été dénoncé par l'organisation Todt, et avoir appartenu à la milice du S.S. Darnand. |
| 86. Betton Suzanne, dite « André », née le ... à ... | des Lilas. Complice et femme de l'aventurier et agent de l'ennemi Betton, dit André. |
| 87. Hagan André, dit « Daubois », né le ... à ... | Infiltré dans les F.T.P.F. dans divers départements (Côte d'Or, Nièvre, Cher, etc.), sans rien au service de la Gestapo et a dénoncé ses compatriotes. |
| 88. Giam André, dit « ... », né le ... à ... | Volontaire pour aller travailler en Allemagne. |
| 89. Delamotte dit « ... », né le ... à ... | Volontaire pour aller travailler en Allemagne. |
| 90. Durand Jean, dit « ... », né le ... à ... | 3 bis, rue Victor-Hugo à Comblanchien (Seine). A été travaillé volontairement en Allemagne et a facilité la propagande en faveur de ce « volontariat » de traïson. |

“ Les déportés du travail ” UNE ODIEUSE ASSIMILATION !

Ils ont été 220 000 combattants, « résistants » ou « politiques » à connaître la déportation et l'horreur des camps de concentration nazis. 220 000 que leurs bourreaux camouflaient sous l'étiquette N.N., « Nacht und Nebel », qui signifiait « disparu dans la nuit et le brouillard », au Struthof, à Auchwitz, Bergen-Belsen, Dachau.

Ceux-là n'avaient pas accepté de plier sous le joug de la barbarie hitlérienne et avaient pris les armes pour la combattre, pour l'abattre.

Ceux-là étaient pourchassés, torturés, entassés clandestinement, à coups de cravaches et de bottes, dans des wagons à bestiaux. Ils débarquaient un beau matin dans l'horreur des camps qui avaient pour mission de les exterminer par le travail et la faim.

Le travail ? c'était plus de onze heures par jour à trimer dans le froid, sous les coups, à des travaux atrocement pénibles ou dangereux : déterrer des bombes non éclatées, travailler dans des mines de sel, creuser des galeries souterraines...

La faim ? qui n'a gardé, au fond de sa mémoire, l'épouvantable image de ces squelettes vivants, les rares qui en réchappèrent ?

Car à tout cela s'ajoutait la torture, les criminelles « expériences », les pendaisons, les fours crématoires et les chambres à gaz.

Rappelons-nous : ils étaient 220 000. 182 000 — près de 90 % d'entre eux ! — ne sont jamais revenus. Et, parmi les rescapés de ce voyage au bout de la nuit, plus d'un tiers n'ont pu survivre très longtemps à leur épuisement.

C'est aussi au nom de tous ceux qui sont tombés que s'élève la voix des survivants. Ils protestent avec colère et indignation contre une odieuse manœuvre politique : la tentative d'assimiler à la déportation le

« Service du Travail Obligatoire » (S.T.O.).

Comment ose-t-on comparer les combattants traqués, pourchassés, exterminés, à ceux qui partageaient, glorifiés par la presse officielle de Vichy, soumis au même régime que les ouvriers allemands ? A ceux qui, pour 90 % d'entre eux, sont revenus sains et saufs, rapportant le salaire d'un travail auquel ils n'avaient pas su ou pas voulu se soustraire ?

Pourtant, à plusieurs reprises, des projets de loi ont été déposés, tendant à leur attribuer le titre de « déporté du travail ». Le dernier en date émanait de M. Arthur Conte, actuel P.D.G. de l'O.R.T.F., qui vient prudemment de le retirer avec discrétion.

Toujours les anciens déportés unanimes ont dénoncé ces scandaleuses tentatives d'assimiler à leur lutte ceux que l'« Humanité » du 5 mars 1943 qualifiait de « sous-soldat d'Hitler ». Car, ne l'oublions pas, la Résistance n'a cessé de lancer des appels répétés à se soustraire, par la force s'il le fallait, à toute collaboration avec l'ennemi, sous quelque forme que ce soit.

Comment qualifier alors l'attitude du groupe communiste à l'Assemblée qui a déposé, le 10 mars 1972, une proposition de loi — enregistrée sous le n° 155 — qui maintient l'assimilation des S.T.O. à des « déportés du travail », proposition qu'ils sont désormais les seuls à soutenir ?

Nous laissons au lecteur le soin de le faire.

Notons, en tous cas, qu'une semblable proposition de loi ne devrait pas troubler l'harmonie de « l'union de la gauche » incarnée par Marchais, ancien volontaire en Allemagne nazie et son compère Mitterrand, décoré de « la Francisque » sous Pétain !

Militants du Parti, Patriotes,
veillez bien à ce que ces traîtres
ne puissent pas nuire à nouveau
à la cause de la
lutte de notre peuple
pour la renaissance française...

VIGILANCE !

Un temps où Marchais n'aurait pu rester au Parti communiste.

Cherchez vous-mêmes la vérité, camarades, vous la découvrirez !

POUR LE COMITE DE REDACTION
JACQUES JURQUET

- Classe 42.
- Exclu du P.« C. »F. en avril 1964 comme « pro-chinois ».
- Premier contact et première activité avec le P.C.F. clandestin en 1941 à Marseille (contact rompu involontairement).
- Adhésion effective au P.C.F. en 1943, à Arbois (Jura).
- Ancien combattant volontaire de la Résistance.
- Requis au titre du « S.T.O. » le 15 juin 1943, à Sathonay-les-Rilleux (Rhône).
- Evadé le même jour, à 23 heures, à Saint-Amour (Ain), en sautant du train l'emmenant dans une usine d'aviation (Luftwerke) à Wiener-Neustadt, en Autriche occupée par les nazis. (Un compagnon d'évasion, témoin possible, et plusieurs autres requis par le S.T.O., témoins de l'évasion sans y avoir participé eux-mêmes.)